CRÉDIT AGRICOLE S.A.

# COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Montrouge, le 14 février 2018

## Résultats du quatrième trimestre et de l'année 2017

# T4 et année 2017 : très bon niveau de résultats malgré la surcharge fiscale

## Groupe Crédit Agricole*

| RNPG publié | PNB publié | Ratio CET1 non phasé |
|---|---|---|
| **T4 : 922 m€** | **T4 : 8 045 m€** | **14,9%** |
| +37,4% T4/T4 | +1,8% T4/T4 | 540 pb au-dessus du P2R[1] |
| **2017 : 6 536 m€** | **2017 : 32 108 m€** | |
| +35,5% 2017/2016 | +5,5% 2017/2016 | |

- Poursuite du **développement organique dans tous les métiers**
- **Finalisation d'acquisitions ciblées au T4 :** trois banques italiennes, activités de banque privée en Asie
- **Réalisation du Plan Ambitions 2020 :** synergies en avance, innovations et efforts d'efficacité opérationnelle
- **RNPG sous-jacent[2] T4 : 1 692 m€, -7,5% T4/T4 (2017 sous-jacent[2] : 7 123 m€, +8,9% 2017/2016)**
- Baisse du coût du risque de crédit à 17 pb[3] par rapport à 28 pb[3] au T4-16

** Crédit Agricole S.A. et Caisses régionales à 100%.*

## Crédit Agricole S.A.

| RNPG publié | PNB publié | Ratio CET1 non phasé |
|---|---|---|
| **T4 : 387 m€** | **T4 : 4 651 m€** | **11,7%** |
| +32,9% T4/T4 | +1,6% T4/T4 | *(cible de 11% dans le PMT)* |
| **2017 : 3 649 m€** | **2017 : 18 634 m€** | |
| +3,1% 2017/2016 | +10,6% 2017/2016 | |

- Résultats T4 pénalisés par la **surcharge fiscale** : -336 m€ de surtaxe, -134 m€ d'ajustement d'IDA/IDP, -384 m€ en RNPG[4]
- Décision de neutraliser cette surcharge dans le **dividende** proposé à l'AG : **0,63 € par action**
- **RNPG publié 2017** supérieur à 2016 qui comprenait 1,27 Md€ de plus-value Eurêka, malgré la surcharge fiscale, amélioration de la rentabilité des métiers
- **RNPG sous-jacent[2] T4 : 878 m€, -8,4% T4/T4 (2017[2] : 3 925 m€, +23,0% 2017/2016), BPA[2] : 1,22€**
- **PNB sous-jacent[2] +5,4% T4/T4 (2017[2] : +7,2%)**, intégration de Pioneer et croissance organique
- **Charges sous-jacentes[2] toujours maîtrisées : +7,5% T4/T4**, **+2,8%** à périmètre constant[5], amélioration >2 pp du coefficient d'exploitation[2] , poursuite des investissements de développement
- **Simplification du groupe :** acquisition des 15% résiduels dans CACEIS, suppression du dividende majoré
- **ROTE sous-jacent[2] : 11,1%**

---

[1] *Exigences P2R proforma 2019 confirmées en décembre 2017 par la BCE*

[2] *Dans l'ensemble de ce communiqué, le terme de « sous-jacent » fait référence à des soldes intermédiaires de gestion ajustés des éléments spécifiques détaillés en p. 19 et suivantes*

[3] *Moyenne des quatre derniers trimestres glissants, annualisé*

[4] *Impact après minoritaires, net du remboursement de la taxe de 3% sur les dividendes ; IDA/IDP = impôts différés actifs/passifs*

[5] *En combinant les contributions au résultat sous-jacent d'Amundi et de Pioneer Investments et en tenant compte des amortissements de contrats de distribution en 2017 et 2016*

# Avertissement

**L'information financière de Crédit Agricole S.A. et du Groupe Crédit Agricole pour le quatrième trimestre et l'année 2017 est constituée du présent communiqué de presse, du rapport financier trimestriel et de la présentation attachés, disponibles sur le site https://www.credit-agricole.com/finance/finance/publications-financieres.**

Ce communiqué de presse peut comporter des informations prospectives du Groupe, fournies au titre de l'information sur les tendances. Ces données ne constituent pas des prévisions au sens du règlement européen n°809/2004 du 29 avril 2004 (chapitre 1, article 2, § 10).

Ces éléments sont issus de scenarii fondés sur un certain nombre d'hypothèses économiques dans un contexte concurrentiel et réglementaire donné. Par nature, ils sont donc soumis à des aléas qui pourraient conduire à la non-réalisation des projections et résultats mentionnés.

De même, les informations financières reposent sur des estimations notamment lors des calculs de valeur de marché et des montants de dépréciations d'actifs.

Le lecteur doit prendre en considération l'ensemble de ces facteurs d'incertitudes et de risques avant de fonder son propre jugement.

Les chiffres présentés au titre de la période close au 31 décembre 2017 ont été établis en conformité avec le référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union européenne et applicable à cette date, et avec la réglementation prudentielle en vigueur à ce jour. Ces informations financières ne constituent pas des états financiers pour une période intermédiaire, tels que définis par la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire » et n'ont pas été auditées.

Note : Les périmètres de consolidation des groupes Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole n'ont pas changé de façon matérielle depuis l'enregistrement auprès de l'AMF du Document de Référence 2016 de Crédit Agricole S.A. en date du 21 mars 2017 sous le numéro D.17-0197 et de l'actualisation A.01 de ce Document de Référence 2016 comprenant les informations réglementées pour le Groupe Crédit Agricole.

La somme des valeurs contenues dans les tableaux et analyses peut différer légèrement du total en raison de l'absence de gestion des arrondis.

Contrairement aux publications des trimestres précédents, les tableaux de comptes de résultat de ce communiqué font apparaître les intérêts minoritaires (« participations ne donnant pas le contrôle » dans les états financiers) avec un signe négatif, de sorte que la ligne « résultat net part du Groupe » s'obtient en additionnant algébriquement la ligne « résultat net » et la ligne « intérêts minoritaires ».

Depuis le 1er janvier 2017, la société Calit a été transférée du pôle Services financiers spécialisés (Crédit Agricole Leasing & Factoring) vers le pôle Banque de proximité en Italie. Les données historiques n'ont pas fait l'objet d'un proforma.

Depuis le 1er juillet 2017, la société Pioneer a été intégrée dans le périmètre de consolidation du Groupe Crédit Agricole en tant que filiale d'Amundi. Les données historiques n'ont pas fait l'objet d'un proforma. Les charges d'intégration de Pioneer Investments des premier et deuxième trimestres 2017 ont été reclassées en éléments spécifiques, contrairement au traitement adopté initialement lors de ces deux publications. Le résultat net part du Groupe sous-jacent pour ces deux trimestres a donc été ajusté.

Depuis le 26 septembre 2017, Banque Saudi Fransi (BSF) est sortie du périmètre de consolidation du Groupe Crédit Agricole après la cession de la majorité de la participation (16,2% sur les 31,1% détenus avant la cession). Cette filiale était consolidée par mise en équivalence. Les données historiques n'ont pas fait l'objet d'un proforma.

Depuis le 21 décembre 2017, Cassa di Risparmio (CR) di Cesena, CR di Rimini et CR di San Miniato ont été intégrées dans le périmètre de consolidation du Groupe Crédit Agricole en tant que filiales de Crédit Agricole Italie. Les données historiques n'ont pas fait l'objet d'un proforma.

*Ce communiqué de presse commente les résultats de Crédit Agricole S.A. ainsi que ceux du Groupe Crédit Agricole, qui regroupe les entités de Crédit Agricole S.A. et les Caisses Régionales du Crédit Agricole, lesquelles détiennent 56,6% de Crédit Agricole S.A. Les éléments spécifiques qui, retraités des différents soldes intermédiaires auxquels ils se rapportent, permettent de calculer les résultats sous-jacents, sont détaillés en p. 19 (pour Crédit Agricole S.A.) et p. 20 (Groupe Crédit Agricole) de ce communiqué. Un rapprochement entre le compte de résultat publié et le compte de résultat sous-jacent se trouve en p. 24 et suivante pour le Groupe Crédit Agricole et en p. 21 et suivante pour Crédit Agricole S.A..*

# Groupe Crédit Agricole

**En 2017, le résultat net part du Groupe du Groupe Crédit Agricole s'élève à 6,5 milliards d'euros, en progression de +35,5% par rapport à 2016. L'exercice 2017 a été pénalisé au quatrième trimestre par une surcharge fiscale, qui représente un impact net de -671 millions d'euros, enregistré comme un élément spécifique. Ajusté de cette charge et des autres éléments spécifiques de 2017, le résultat net part du Groupe sous-jacent s'élève à 7,1 milliards d'euros, en hausse de +8,9% par rapport à l'exercice 2016. Il intègre six mois de contribution de Pioneer, mais également la perte de consolidation d'Eurazeo et de BSF depuis leur cession (partielle pour BSF) et leur déconsolidation. Hors ces effets de périmètre, il reflète un haut niveau d'activité dans les différentes composantes du Groupe – banques de proximité, métiers spécialisés ainsi que le pôle Grandes clientèles – et une bonne maîtrise des charges, qui autorise des investissements de développement dans de nouvelles activités. Le coefficient d'exploitation sous-jacent ressort à 63,4%. L'année 2017 est une nouvelle étape importante dans la réalisation des objectifs de son Plan à Moyen Terme « Ambitions 2020 » : les synergies de revenus ont atteint 8,2 milliards d'euros, en progression de 5%, et le Groupe a lancé ou déployé des innovations qui améliorent l'expérience digitale de ses clients ainsi que sa gamme de produits et services. Outre les changements de périmètre déjà évoqués, il a également finalisé au quatrième trimestre des opérations de croissance externe qui viennent renforcer ses métiers de manière profitable, notamment trois banques italiennes, la participation résiduelle de 15% de Natixis dans CACEIS et les activités de banque privée en Asie de CM-CIC, en attendant la finalisation de l'acquisition de Banca Leonardo au premier semestre 2018. Ces acquisitions ont été autofinancées, et la situation financière reste très solide : le ratio Common Equity Tier 1 non phasé atteint à fin décembre 14,9%, aux meilleurs niveaux du secteur et plus de 5 points au-dessus de l'exigence réglementaire.**

Dans la ligne du Plan à moyen terme (PMT) « Ambition Stratégique 2020 », le modèle économique stable, diversifié et rentable du Groupe Crédit Agricole favorise une bonne croissance organique dans tous ses métiers, notamment grâce aux synergies entre les métiers spécialisés et les réseaux de distribution, et permet de maintenir un haut niveau d'efficacité opérationnelle tout en dégageant des marges de manœuvre pour les investissements de développement.

Le quatrième trimestre a vu la concrétisation de plusieurs axes du Plan « Ambition Stratégique 2020 » :

- Cariparma a finalisé, le 21 décembre, l'acquisition de 95% du capital de **trois caisses d'épargne en Italie**, Cassa di Rispamio (CR) di Cesena, CR Rimini et CR San Miniato, situées dans des régions limitrophes du réseau d'agences du Groupe en Italie ; cette opération a augmenté d'environ 20% (220 agences) sa capacité de distribution dans le pays ;
- Crédit Agricole S.A. a acquis auprès de Natixis la **participation résiduelle de 15% de ce dernier dans CACEIS**, la filiale de services financiers aux institutionnels ; cette opération donne au Groupe le plein contrôle d'un métier en forte croissance, qui améliore sa rentabilité ;

Il convient de rappeler que ces réalisations ne font que compléter une année 2017 déjà riche de nombreuses avancées dans le cadre du Plan « Ambitions 2002 » :

- l'acquisition de **Pioneer Investments**, finalisée le 3 juillet, a porté le Groupe Amundi-Pioneer au neuvième rang des gestionnaires d'actifs mondiaux et au premier en Europe, avec des positions de premiers rangs en France, Italie, Autriche et Allemagne ;
- Indosuez Wealth Management a signé le 31 octobre un accord en vue de l'acquisition de 67,67% dans **Banca Leonardo** ; cette société offre des services de gestion de fortune, avec des encours de 5 milliards d'euros ;
- la reprise par Crédit Agricole Assurances des **affaires nouvelles en assurance emprunteur** pour le réseau des Caisses régionales a commencé depuis septembre et sera finalisée au premier semestre

2018 ; CNP Assurances continue de co-assurer le portefeuille de contrats à hauteur de 50% jusqu'à son extinction ;le métier a également poursuivi le déploiement de son offre d'assurances collectives ;

- le **recentrage sur les métiers cœur** s'est poursuivi, avec la cession d'une partie de la participation (16,2% sur 31,1%) dans Banque Saudi Fransi (BSF), finalisé le 26 septembre, et celle de la totalité de la participation de 15,4% dans Eurazeo, finalisée le 6 juin ; ces opérations ont réduit la dépendance du Groupe aux contributions des sociétés mises en équivalence, avantageusement remplacées par les acquisitions d'activités contrôlés majoritairement, au cœur du métier du Groupe ;
- Les **ventes croisées** ont connu une nouvelle accélération, avec de nouvelles collaborations entre entités du Groupe dans les domaines du crédit à la consommation, le crédit-bail, les assurances collectives, la protection et la sécurité du foyer, l'épargne et la retraite collective des salariés, l'offre aux fonds de *private equity*, etc. ;
- le Crédit Agricole est selon D-Rating[6] en avance sur les autres réseaux bancaires et la plupart des banques seulement à distance en matière de « **performance digitale** », notamment en termes d'empreinte digitale et de capacité de transformation, cela reflète une forte augmentation des usages et de la part des transactions en ligne ou complètement dématérialisées : 15% de l'activité des Caisses régionales en crédit immobiliers, 27% en assurance dommages, pour LCL 20% ou plus de vente en ligne en assurance et épargne ;
- de **nombreuses innovations** ont été lancées avec succès ou sont en cours de lancement : une nouvelle offre d'accès au compte avec EKO par les Caisses régionales, une offre d'affacturage 100% digitale par CA Leasing & Factoring (Cash in Time), un outil d'aide à la souscription d'assurance dommages pour les agriculteurs par CA Assurances (GEOPLAN), un programme d'avantages liés à la carte bancaire par LCL (Avantages+, 615 000 clients, x2,2 en un an), une nouvelle version de l'application mobile de Cariparma (Conto Adesso), etc. ;
- le Groupe a aussi amplifié ses **initiatives d'incubation** comme Villages by CA, lancé de nouveaux fonds d'investissement dans l'innovation (100 millions d'euros de dotation totale) et développer de nouveaux laboratoires internes d'innovation, notamment « La Fabrique by CA » (un *startup studio* interne) et CA [CACD2] (une « ruche digitale ») ;
- enfin, les **projets d'amélioration de l'efficacité opérationnelle** du Groupe, comme Save (optimisation des achats, 210 millions d'euros d'économies visées), Transformons ensemble (économies transversales dans les fonctions support de Crédit Agricole S.A. entité sociale, 300 millions d'euros d'économies visées) ou la création d'une maison de production informatique commune pour l'ensemble du Groupe Crédit Agricole (185 millions d'euros d'économies visées dans cinq ans).

**Au quatrième trimestre 2017,** le **résultat net part du Groupe publié** du Groupe Crédit Agricole ressort à **922 millions d'euros**, contre 671 millions d'euros au quatrième trimestre 2016.

Ce résultat est pénalisé par une surcharge fiscale, qui représente un impact net de -671 millions d'euros. Cet impact net résulte de quatre éléments enregistrés comme spécifiques :

- les **contributions exceptionnelle et additionnelle d'impôt sur les sociétés instaurées fin 2017** et mises à la charge des grandes entreprises ont eu pour effet d'augmenter de 10 points le taux de l'impôt sur les sociétés pour le Groupe Crédit Agricole ; l'impact financier s'est élevé à **-343 millions d'euros** à ce titre ;
- par ailleurs, Crédit Agricole CIB est potentiellement tenu de **réallouer aux clients les économies d'impôt sur les sociétés réalisées** au niveau de l'intégration fiscale du Groupe Crédit Agricole du fait de la prise en compte des déficits des véhicules de financement en crédit-bail des investissements de clients ; l'impact de la hausse exceptionnelle de l'impôt sur les sociétés pour 2017 sur cette réallocation est estimée à **39,9 millions d'euros**, portant **l'effet total de la « surtaxe » à -383 millions d'euros** ;

[6] *Source Les Echos article du 25/01/18 sur l'étude D-rating portant sur la performance digitale des banques de détail*

- pour rappel, ces contributions ont pour objectif de pallier les conséquences budgétaires du remboursement de la taxe de 3% sur les dividendes, qui était acquittée depuis 2012 par les entreprises sur leur distribution de bénéfices, et a été jugée inconstitutionnelle en octobre 2017, en conséquence de quoi le Groupe est éligible à un remboursement de +90 millions d'euros (**+79 millions d'euros** en RNPG) au titre des distributions de dividende de Crédit Agricole S.A., Amundi et CACEIS entre 2012 et 2017 ;
- enfin, les baisses de taux d'impôt sur les sociétés prévues par les lois de finance votées en France[7] et aux Etats-Unis entraînent **l'ajustement des actifs et passifs d'impôt différé**, selon leurs dates prévisionnelles d'échéance ; cet ajustement a eu un impact négatif de **-407 millions d'euros** sur le résultat net part du Groupe ; il est à noter que cette baisse des taux aura un effet favorable sur les charges d'impôt annuelles futures acquittées par le Groupe, au moins en France.

Le solde de ces quatre éléments est négatif de -671 millions d'euros en résultat net part du Groupe. Compte tenu de leur caractère non récurrent, tous ces impacts ont été inclus en éléments spécifiques pour une meilleure appréciation de la rentabilité sous-jacente du Groupe.

Les **éléments spécifiques**[8] ce trimestre ont un effet négatif de **-770 millions d'euros** sur le résultat net part du Groupe publié, notamment les éléments fiscaux mentionnés ci-dessus. Le reste comprend essentiellement l'amende Echanges Images Chèques pour -98 millions d'euros, des coûts d'intégration de Pioneer et des trois banques italiennes pour -57 millions d'euros, le spread émetteur pour -62 millions d'euros, la dépréciation de la survaleur sur les entités polonaises (-222 millions d'euros) et en contrepartie le badwill sur les trois banques italiennes pour +353 millions d'euros, et enfin d'autres éléments moins matériels pour -13 millions d'euros.

Pour rappel, **au quatrième trimestre 2016**, les éléments spécifiques avaient eu un effet négatif de **-1 159 millions d'euros**, à savoir la dépréciation de la survaleur de LCL (-540 millions d'euros), l'ajustement des impôts différés actifs et passifs au nouveau taux de l'impôt sur les sociétés en France prévu par la nouvelle loi de finance pour 2020 (28%), soit -453 millions d'euros, le plan d'adaptation de Cariparma pour -30 millions d'euros, et enfin les éléments de volatilité comptables récurrents (notamment le spread émetteur pour +52 millions d'euros, le DVA – *debt valuation adjustment* – -2 millions d'euros, les couvertures de portefeuilles de prêts (-1 millions d'euros) dans le pôle Grandes clientèle et l'épargne logement, -182 millions d'euros.)

Hors ces éléments spécifiques, le **résultat net part du Groupe sous-jacent** atteint **1 692 millions d'euros**, en **baisse de -7,5%** par rapport à la même période en 2016.

**Le produit net bancaire sous-jacent** progresse de **+1,6%** par rapport au quatrième trimestre 2016, à 8 235 millions d'euros, malgré l'effet positif de l'intégration de Pioneer, qui a été plus que compensé par la baisse des revenus des Caisses régionales. A périmètre constant[9]; les revenus baissent de -1,0% par rapport au quatrième trimestre 2016.

Les **charges d'exploitation sous-jacentes** progressent **de +4,0%** par rapport au quatrième trimestre 2016, sous l'effet de l'intégration de Pioneer et des investissements en ligne avec les projets du PMT, notamment pour les Caisses régionales. A périmètre constant, les charges sous-jacentes progressent de +1,3%[9]. Le **coefficient d'exploitation sous-jacent** s'établit à **64,9%**.

Le coût du risque baisse de -7,6% par rapport à la même période de 2016, à 423 millions d'euros, Le coût du risque sur encours[10] s'améliore fortement, à 17 points de base contre 28 points de base au quatrième trimestre 2016. Il est sensiblement inférieur à l'hypothèse du Plan à moyen terme (35 points de base).

---

[7] *Baisse du taux normal d'impôt sur les sociétés, hors contribution sociale de 3,3% s'appliquant au taux normal, de 33,33% en 2017 et 2018 à 31% en 2019, 28% en 2020, 26,5% en 2021 et 25% en 2022 ; à noter que la loi de finance 2016 prévoyait déjà une baisse du taux à 28% à partir de 2020.*

[8] *Voir le détail des éléments spécifiques pour le Groupe Crédit Agricole en p. 19 et le passage du résultat publié au sous-jacent p. 24.*

[9] *En combinant les contributions au résultat sous-jacent d'Amundi et de Pioneer Investments et en tenant compte des amortissements de contrats de distribution en 2017 et 2016*

[10] *Moyenne des quatre derniers trimestres glissants, annualisé*

## Table 1. Résultats consolidés du Groupe Crédit Agricole au T4-17 et au T4-16

| En m€ | T4-17 publié | T4-16 publié | T4/T4 publié | T4-17 sous-jacent | T4-16 sous-jacent | T4/T4 sous-jacent |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Produit net bancaire | **8 045** | **7 904** | +1,8% | **8 235** | **8 109** | +1,6% |
| Charges d'exploitation hors FRU | (5 459) | (5 187) | +5,2% | (5 342) | (5 136) | +4,0% |
| FRU | - | - | ns | - | - | ns |
| **Résultat brut d'exploitation** | **2 586** | **2 716** | **(4,8%)** | **2 893** | **2 972** | **(2,7%)** |
| Coût du risque de crédit | (423) | (457) | (7,6%) | (423) | (457) | (7,6%) |
| Coût du risque juridique | - | - | ns | - | - | ns |
| Sociétés mises en équivalence | 49 | 111 | (55,7%) | 68 | 111 | (38,4%) |
| Gains ou pertes nets sur autres actifs | 5 | (6) | ns | 8 | (6) | ns |
| Variation de valeur des écarts d'acquisition | 186 | (540) | ns | 0 | - | ns |
| **Résultat avant impôt** | **2 404** | **1 824** | **+31,8%** | **2 547** | **2 620** | **(2,8%)** |
| Impôts | (1 294) | (1 091) | +18,7% | (704) | (724) | (2,9%) |
| Résultat net des activités abandonnées | (23) | 20 | ns | (23) | 20 | ns |
| **Résultat net** | **1 087** | **753** | **+44,4%** | **1 821** | **1 915** | **(4,9%)** |
| Intérêts minoritaires | (165) | (82) | x 2 | (129) | (85) | +51,5% |
| **Résultat net part du Groupe** | **922** | **671** | **+37,4%** | **1 692** | **1 830** | **(7,5%)** |
| **Coefficient d'exploitation hors FRU (%)** | **67,9%** | **65,6%** | **+2,2 pp** | **64,9%** | **63,3%** | **+1,5 pp** |

**Sur l'exercice 2017,** le **résultat net part du Groupe sous-jacent**[11] **progresse de +8,9%** par rapport à 2016 grâce à la bonne performance qui avait été enregistrée au premier semestre (résultat net part du Groupe sous-jacent en hausse de +27% par rapport au premier semestre 2016).

## Table 2. Résultats consolidés du Groupe Crédit Agricole pour 2017 et 2016

| En m€ | 2017 publié | 2016 publié | 2017/2016 publié | 2017 sous-jacent | 2016 sous-jacent | 2017/2016 sous-jacent |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Produit net bancaire | **32 108** | **30 428** | +5,5% | **32 315** | **31 600** | +2,3% |
| Charges d'exploitation hors FRU | (20 626) | (19 944) | +3,4% | (20 450) | (19 852) | +3,0% |
| FRU | (285) | (282) | +1,2% | (285) | (282) | +1,2% |
| **Résultat brut d'exploitation** | **11 197** | **10 201** | **+9,8%** | **11 580** | **11 465** | **+1,0%** |
| Coût du risque de crédit | (1 536) | (2 312) | (33,6%) | (1 536) | (2 312) | (33,6%) |
| Coût du risque juridique | (115) | (100) | +15,0% | (115) | (100) | +15,0% |
| Sociétés mises en équivalence | 732 | 499 | +46,8% | 527 | 499 | +5,7% |
| Gains ou pertes nets sur autres actifs | 5 | (25) | ns | 16 | (25) | ns |
| Variation de valeur des écarts d'acquisition | 186 | (540) | ns | 0 | - | ns |
| **Résultat avant impôt** | **10 470** | **7 723** | **+35,6%** | **10 472** | **9 527** | **+9,9%** |
| Impôts | (3 479) | (2 582) | +34,8% | (2 912) | (2 662) | +9,4% |
| Résultat net des activités abandonnées | 20 | 31 | ns | 20 | 31 | ns |
| **Résultat net** | **7 010** | **5 172** | **+35,5%** | **7 580** | **6 896** | **+9,9%** |
| Intérêts minoritaires | (474) | (347) | +36,7% | (457) | (355) | +28,4% |
| **Résultat net part du Groupe** | **6 536** | **4 825** | **+35,5%** | **7 123** | **6 541** | **+8,9%** |
| **Coefficient d'exploitation hors FRU (%)** | **64,2%** | **65,5%** | **-1,3 pp** | **63,3%** | **62,8%** | **+0,5 pp** |

[11] *Voir le détail des éléments spécifiques pour le Groupe Crédit Agricole en p. 19 et le passage du résultat publié au sous-jacent p. 24.*

Le **produit net bancaire sous-jacent** est en **hausse de +2,3%**, mais il est stable à périmètre constant[12]. Les charges d'exploitation sous-jacentes hors FRU augmentent de +3,0% (+1,6% à périmètre constant) et le coût du risque de crédit baisse de -33,6%, hors provision juridique non allouée de 115 millions d'euros dotée aux premier – 40 millions d'euros – et troisième – 75 millions d'euros – trimestres 2017 contre 100 millions d'euros dotés aux deuxième et troisième trimestres 2016 – 50 millions d'euros chacun.

**Au quatrième trimestre 2017** les **Caisses régionales** ont connu une activité soutenue. Les encours de crédit progressent de +6,3% par rapport au 31 décembre 2016, dont +8,1% pour les crédits immobiliers et +9,0% pour le crédit à la consommation (dont +15,6% pour les encours gérés avec CACF, qui représentent désormais 59% du total des crédits à la consommation portés au bilan des Caisses régionales). Les encours de collecte sont en hausse de +4,2% sur un an, tirés par les dépôts à vue (+13,4%). Les encours d'assurance vie progressent de +2,2%, mais la part des unités de compte dans la collecte augmente de +7 points sur an, à 25,1% au quatrième trimestre 2017. Enfin, le nombre de contrats en assurance de biens et personnes progresse de +6,7% par rapport au 31 décembre 2016, dont +8,1% en multirisques habitation.

Ce développement commercial participe de façon significative à la croissance des métiers de Crédit Agricole S.A., dont les Caisses régionales distribuent les produits en tant que premier réseau de distribution du Groupe et premier réseau de banque de proximité en France.

La contribution des Caisses régionales au résultat net part du Groupe sous-jacent du Groupe Crédit Agricole s'élève à **764 millions d'euros**, en baisse de -15,2% par rapport au quatrième trimestre 2016. Le produit net bancaire sous-jacent, qui s'affiche en baisse de -2,9% par rapport au quatrième trimestre 2016, à 3 364 millions d'euros. Les revenus de commissions sont stables sur un an, à un niveau élevé. En revanche, les taux bas sur le quatrième trimestre viennent peser sur la marge d'intérêt qui reste en retrait. Les charges sous-jacentes hors contribution au Fonds de résolution unique (FRU) sont quasi-stables, -0,3% à 2 153 millions d'euros, malgré les investissements informatiques – besoins réglementaires et transformation digitale – ainsi qu'au programme de rénovation d'agences prévus dans le PMT.

Contrairement aux trimestres précédents, le coût du risque augmente par rapport à une base très faible au quatrième trimestre 2016, en restant cependant à un niveau faible à 86 millions d'euros. Cette hausse sur le trimestre ne reflète pas la baisse du coût du risque global sur l'année qui s'établit à 18 points de base.

**Sur l'exercice 2017**, la contribution des Caisses régionales atteint **3 075 millions d'euros**, en baisse de -4,6% notamment du fait des charges et pertes de revenus liées aux opérations de simplification du Groupe, qui n'affectaient pas encore les résultats jusqu'au 3 août 2016, date de leur réalisation. Le produit net bancaire sous-jacent est donc en baisse de -3,7%, à 13 313 millions d'euros, et les charges sous-jacentes hors FRU augmentent sous l'effet des investissements informatiques prévus dans le PMT. En revanche, le coût du risque baisse fortement, de -64,8% à 218 millions d'euros, soit 5 points de base sur le second semestre annualisé.

*La performance des autres métiers du Groupe Crédit Agricole est détaillée dans la partie Crédit Agricole S.A. de ce communiqué.*

Sur le trimestre, le Groupe Crédit Agricole a maintenu un haut niveau de solidité financière, avec un **ratio Common Equity Tier 1 (CET1) non phasé de 14,9%**, stable par rapport à fin septembre 2017, malgré les acquisitions des trois banques italiennes et des activités de banque privée en Asie de CM-CIC. Le ratio présente un coussin substantiel (540 points de base) par rapport au seuil de restriction de distribution applicable au Groupe Crédit Agricole au 1er janvier 2019, confirmé en décembre 2017 par la BCE à 9,5%.

Le ratio TLAC s'établit à 20,6% au 31 décembre 2017, hors dette senior préférée éligible. Il est inchangé par rapport au 30 septembre 2017 et à comparer à 20,3% à fin décembre 2016, hors dette senior préférée éligible. Il est supérieur à l'exigence minimale de 19,5% à partir de 2019, pouvant inclure jusqu'à 2,5% de dette senior préférée éligible. En 2017, le Groupe a émis 6,2 milliards d'euros équivalents de dette senior non préférée.

[12] *En combinant les contributions au résultat sous-jacent d'Amundi et de Pioneer Investments et en tenant compte des amortissements de contrats de distribution en 2017 et 2016*

L'objectif d'un ratio TLAC de 22% d'ici 2019, hors dettes senior préférées éligibles, est confirmé. Pour atteindre cet objectif dans un contexte de forte croissance des crédits en France en 2016 et 2017, et qui pourrait se prolonger jusqu'en 2019, il est prévu un **ajustement potentiel du programme d'émission de dettes TLAC d'environ 2 à 3 milliards d'euros en cumulé sur les deux années 2018 et 2019**.

Le ratio de levier phasé ressort à 5,6%, stable par rapport à fin septembre 2017.

La situation de liquidité du Groupe Crédit Agricole est solide. Le bilan cash bancaire du Groupe, à 1 148 milliards d'euros au 31 décembre 2017, fait apparaître un excédent de ressources stables par rapport aux emplois stables de 122 milliards d'euros, en hausse de +1 milliard d'euros par rapport à fin septembre 2017 et de +11 milliards d'euros sur un an. Cet excédent est supérieur à l'objectif du PMT de plus de 100 milliards d'euros. L'excédent de ressources stables finance le portefeuille de titres HQLA (*High Quality Liquid Assets*) généré par l'exigence LCR (*Liquidity Coverage Ratio*) des activités clientèle ou liées à la clientèle. Les réserves de liquidité, en valeur de marché et après décotes, s'élèvent à 248 milliards d'euros au 31 décembre 2017. L'endettement court terme net des dépôts Banques Centrales (24 milliards d'euros) est couvert à plus de quatre fois par les titres HQLA (113 milliards d'euros). Le ratio LCR moyen sur douze mois du Groupe s'élève à 133**%** à fin décembre 2017, soit à un niveau supérieur à l'objectif du Plan à Moyen Terme de plus de 110%.

Les émetteurs du Groupe Crédit Agricole ont émis sur le marché l'équivalent de 36,1 milliards d'euros de dette à moyen long terme au cours de l'année 2017, dont 46% par Crédit Agricole S.A. (16,6 milliards d'euros équivalents), contre 33,1 milliards d'euros équivalents sur l'ensemble de 2016. Par ailleurs, le Groupe Crédit Agricole a également placé 3,4 milliards d'euros dans les réseaux de ses banques de proximité (Caisses régionales, LCL et CA Italia).

En ce qui concerne l'adoption de la norme comptable **IFRS9** à partir du 1er janvier 2018, l'impact négatif de -30 points de base pour le ratio CET1 non-phasé de Crédit Agricole S.A., publié en mars 2016 avec le Plan à Moyen Terme, est confirmé, correspondant à un impact de première application (*First Time Application-FTA*) d'environ -1.2 milliard d'euros au 1er janvier 2018. L'impact pour le Groupe Crédit Agricole sera similaire, à environ -30 points de base ou -1.4 milliard d'euros en FTA. L'impact sur le ratio TLAC est de -24 points de base. CA Assurances (métiers d'assurance du Groupe) adoptera IFRS9 dès le 1er janvier 2018, et appliquera la méthode de l'"Overlay" pour aligner l'impact en résultat sur la norme comptable actuelle IAS39, afin d'assruer une meilleure comparaisonb avec ses pairs assureurs. Tous les états financiers seront publiés en IFRS9 avec les résultats du premier trimestre 2018, les détails sur l'impact FTA le seront avec les résultats du deuxième trimestre.

* *

*

Commentant ces résultats et l'activité du Groupe sur l'année 2017, Dominique Lefebvre, Président de SAS Rue La Boétie et Président du Conseil d'administration de Crédit Agricole S.A., a indiqué : *« Le Groupe Crédit Agricole , avec la qualité de ses résultats, démontre une nouvelle fois la pertinence de son modèle économique qui sait tirer avantage de son unité mais aussi de la diversité de ses compétences au service de ses clients et du financement de l'économie dont il est le leader en France ».*

# Crédit Agricole S.A.

## Résultats du T4 pénalisés par la surtaxation des bénéfices en France

- Taux d'IS exceptionnel en France : 44,43% au lieu de 34,43%, soit un supplément d'IS de -336 millions d'euros
- RNPG publié en progression de +32,9% T4/T4, RNPG sous-jacent[13] en baisse (-8,4% T4/T4) mais en hausse de +3,8% avant impôts
- Poursuite de la bonne dynamique d'activité, coût du risque de crédit très bas, maîtrise des coûts
- 2017 : très bons résultats tirés par une forte croissance de l'activité :
  RNPG sous-jacent 3 925 millions d'euros, en hausse de +23,0% 2017/2016
- Amélioration du ROTE sous-jacent : 11,1% en 2017, +2,3 points 2017/2016, et du coefficient d'exploitation sous-jacent : 62,8%, -2,1 points 2017/2016

## Dividende proposé à l'AG de 0,63 euro par action : décision de neutraliser l'impact de la surcharge fiscale

- Soit un effet positif de 0,05 euro par action par rapport au calcul sans retraitement[14]
- Taux de distribution de 56%[15] (rappel : 56% sur le BPA publié en 2016, objectif PMT 50%)

## Finalisation d'opérations de croissance externe ciblées et poursuite de la simplification du Groupe au T4

- Finalisation de l'acquisition et première contribution de 95% du capital de trois banques Italiennes : impact CET1 de -10 points de base
- Acquisition des 15% résiduels dans CACEIS : impact CET1 de -9 points de base
- Suppression du dividende majoré à partir des résultats 2018[16]

## Nouvelle amélioration de la solidité financière

- Ratio CET1 non phasé : 11,7%, effet des acquisitions (-20 points de base)
- Confirmation par la BCE des SREP[17] CET1 du Groupe CA : 9,5% et de Crédit Agricole S.A. : 8.5%, objectif du PMT de 11% pour Crédit Agricole SA confirmé

Le Conseil d'administration de Crédit Agricole S.A., réuni sous la présidence de Dominique Lefebvre le 13 février 2018, a examiné les comptes du quatrième trimestre et de l'année 2017.

**Au quatrième trimestre 2017,** le **résultat net part du Groupe publié atteint 387 millions d'euros**, contre 291 millions d'euros au quatrième trimestre 2016. Les résultats du quatrième trimestre 2017 sont pénalisés par une lourde charge fiscale, notamment en rapport avec des changements de règles fiscales en France et dans une moindre mesure aux Etats Unis (voir *supra* la partie sur le Groupe Crédit Agricole) qui ont pesé à hauteur de -384 millions d'euros sur le résultat net part du Groupe. Les effets de ces changements ont été inclus en éléments spécifiques qui sont particulièrement importants ce trimestre, comme d'ailleurs, dans une moindre mesure, pour la même période en 2016

[13] *Dans l'ensemble de ce communiqué, le terme de « sous-jacent » fait référence à des soldes intermédiaires de gestion ajustés des éléments spécifiques détaillés en p. 19 et suivantes*

[14] *Avant application éventuelle du plancher*

[15] *Calculé sur le résultat net attribuable publié*

[16] *Sous réserve de l'approbation de l'assemblée spéciale des porteurs convoquée pour le 4 avril 2018 et de l'assemblée générale extraordinaire convoquée pour le 16 mai 2018, détails en p. 17*

[17] *Objectifs SREP au 1/1/2019 tels que notifiés par la BCE et 7,875% au 1/1/18*

Les **éléments spécifiques**[18] du quatrième trimestre ont eu un effet net de **-490 millions d'euros** sur le résultat net part du Groupe, dont -384 millions d'euros au titre des ajustements fiscaux : -326 millions d'euros venant de la surtaxe exceptionnelle en France, -128 millions d'euros de l'ajustement des taux d'impôt futurs en France et aux Etats-Unis et en contrepartie +69 millions d'euros de remboursement de taxe à 3% sur les dividendes. Le trimestre a aussi été marqué par la comptabilisation du badwill lié à la consolidation des trois banques italiennes, pour +312 millions d'euros (408 millions d'euros avant minoritaires) et en contrepartie la dépréciation de l'intégralité des survaleurs sur les entités polonaises, traduisant la rentabilisation plus lente qu'attendue du déploiement du modèle de banque de proximité, due à une forte concurrence dans un marché attrayant, et à un durcissement de l'environnement réglementaire et de taux récemment, pour -222 millions d'euros. Les autres éléments spécifiques du trimestre comprennent les coûts d'intégration de Pioneer et des trois banques italiennes, pour un total de -54 millions d'euros en résultat net part du Groupe, l'effet des variations du spread émetteur pour -62 millions d'euros, l'amende Echanges Images Chèques pour -58 millions d'euros, la variation des provisions épargne logement pour +3 millions d'euros et un solde d'autres éléments pour -25 millions d'euros. **Au quatrième trimestre 2016**, les éléments spécifiques avaient affecté le résultat net part du Groupe à hauteur de **-667 millions d'euros**, notamment la dépréciation de la survaleur sur LCL (-491 millions d'euros).

Hors ces éléments spécifiques, le **résultat net part du Groupe sous-jacent** du quatrième trimestre 2017 atteint **878 millions d'euros**, en **baisse de -8,4% par rapport au quatrième trimestre 2016**. Comme au troisième trimestre, cette baisse s'explique principalement par la normalisation du taux d'impôt apparent, qui passe de 25,2% au quatrième trimestre 2016 à 28,9% au quatrième trimestre 2017 (hors effet des éléments spécifiques mentionnés plus haut). La hausse de la charge d'impôt qui en résulte (+24,4% par rapport au quatrième trimestre 2016) a plus que compensé la baisse des provisions pour risque de crédit (-15,1% par rapport au quatrième trimestre 2016) et la légère hausse du résultat brut d'exploitation (+1,6%). A noter que la contribution des sociétés mises en équivalence est en baisse sensible à cause de la cession de la participation de 15,4% dans d'Eurazeo (en juin 2017) et la déconsolidation de BSF consécutive à la vente de 16,2% de la participation (en septembre 2017).

## Table 3. Résultats consolidés de Crédit Agricole S.A. au T4-17 et au T4-16

| En m€ | T4-17 publié | T4-16 publié | T4/T4 publié | T4-17 sous-jacent | T4-16 sous-jacent | T4/T4 sous-jacent |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Produit net bancaire** | **4 651** | **4 579** | +1,6% | **4 810** | **4 563** | +5,4% |
| Charges d'exploitation hors FRU | (3 268) | (2 981) | +9,6% | (3 150) | (2 930) | +7,5% |
| FRU | - | - | ns | - | - | ns |
| **Résultat brut d'exploitation** | **1 384** | **1 598** | **(13,4%)** | **1 659** | **1 633** | **+1,6%** |
| Coût du risque de crédit | (335) | (395) | (15,1%) | (335) | (395) | (15,1%) |
| Coût du risque juridique | - | - | ns | - | - | ns |
| Sociétés mises en équivalence | 50 | 125 | (59,9%) | 69 | 125 | (44,6%) |
| Gains ou pertes sur autres actifs | 13 | (6) | ns | 16 | (6) | ns |
| Variation de valeur des écarts d'acquisition | 186 | (491) | ns | 0 | - | ns |
| **Résultat avant impôt** | **1 299** | **832** | **+56,2%** | **1 410** | **1 358** | **+3,8%** |
| Impôt | (703) | (461) | +52,4% | (387) | (311) | +24,4% |
| Rés. net des activités arrêtées ou en cours de cession | (23) | 20 | ns | (23) | 20 | ns |
| **Résultat net** | **573** | **390** | **+46,8%** | **1 000** | **1 066** | **(6,2%)** |
| Intérêts minoritaires | (186) | (99) | +87,6% | (123) | (108) | +13,2% |
| **Résultat net part du Groupe** | **387** | **291** | **+32,9%** | **878** | **958** | **(8,4%)** |
| **Bénéfice par action (€)** | **0,09** | **0,06** | **+62,2%** | **0,26** | **0,30** | **(12,0%)** |
| **Coefficient d'exploitation hors FRU (%)** | **70,2%** | **65,1%** | **+5,1 pp** | **65,5%** | **64,2%** | **+1,3 pp** |

[18] *Voir le détail des éléments spécifiques pour le Crédit Agricole S.A. en p. 19 et le passage du résultat publié au sous-jacent p. 21.*

Le **bénéfice par action sous-jacent atteint 0,26 euro par action**, en baisse de **-13,2%** par rapport au quatrième trimestre 2016, en ligne avec la baisse du résultat net part du Groupe attribuable (après déduction des coupons d'AT1, qui sont déduits directement des capitaux propres part du Groupe dans les comptes mais déduits pour le calcul du bénéfice par action, voir p. 27).

La **dynamique commerciale reste forte dans tous les métiers et réseaux de distribution de Crédit Agricole S.A., ainsi que dans les Caisses régionales** qui distribuent les produits de ses métiers spécialisés. L'accélération de la reprise économique se traduit, dans les pays où le Groupe est actif, par une amélioration de la demande de crédit des entreprises et bons flux d'épargne, amplifiés par les ventes croisées propres au modèle de Banque universelle de proximité, au cœur du plan « Ambition Stratégique 2020 ».

**L'activité** du trimestre prolonge une bonne année dans tous les métiers :

- **l'Assurance** a atteint 12,7 millions de contrats en portefeuille **dommages**, soit +683 000 net de résiliation/+5,6% sur un an ; le chiffre d'affaires en dommages au quatrième trimestre progresse de +4,8% par rapport au quatrième trimestre 2016 ; **en assurance vie** la collecte nette a atteint +1,1 milliard d'euros au quatrième trimestre 2017, dont 1,0 milliard d'euros pour la collecte en unités de compte : les UC représentent 21,4% des encours Epargne/retraite, en hausse de +1,9 point sur un an ;
- **la Gestion d'actifs (Amundi)** porte ses encours sous gestion à 1 426 milliards d'euros, en hausse de +31,7% par rapport à fin 2016, +7,3% à périmètre constant[19], grâce à un effet marché positif et surtout une forte collecte nette, de +73,1 milliards d'euros sur l'année dont Pioneer sur six mois (+70,6 milliards d'euros en approche combinée), +13,1 milliards d'euros au quatrième trimestre), tirée par le segment *Retail* (+50,3 milliards d'euros sur l'année, +14,2 milliards d'euros au quatrième trimestre) et les actifs moyen-long terme (36,2 milliards d'euros sur l'année, +10,4 milliards d'euros au quatrième trimestre) ;
- **les Banques de proximité**, notamment en France et en Italie, affiche un fort dynamisme en crédit et collecte, le trimestre étant marqué par un ralentissement du crédit immobilier, relayé par le crédit entreprises et une production élevée en crédit à la consommation : les encours de crédits de **LCL** augmentent de +8,4% sur un an, dont +7,4% pour les crédits à l'habitat, +11,7% pour les crédits aux professionnels et entreprises ; le nombre de contrats d'assurance dommages a augmenté de +7% en un an, le taux d'équipement en assurance non vie a progressé de +2 points en deux ans ; la **Banque de Proximité en Italie** continue d'afficher une croissance en crédits à l'habitat supérieure au marché local (+9,4%[20] contre +2,2%), alors que les encours de collecte hors-bilan progressent de +5,7%[20] sur un an ;
- **les Services financiers spécialisés** voient leurs encours gérés augmenter de +6,9% par rapport au 31 décembre 2016 en Crédit à la consommation (production de +10,5 milliards d'euros au quatrième trimestre, notamment tirée par les Caisses régionales en décembre), de +4,4%[21] en crédit-bail, grâce a une forte production en Pologne et sur les énergies renouvelables au quatrième trimestre, et un chiffre d'affaires factoré en hausse de +9,0% par rapport au quatrième trimestre 2016 ;
- **le pôle Grandes clientèles** poursuit sa politique de sélectivité accrue sur les financements, dans un contexte de début de tension sur les conditions d'octroi au profit des emprunteurs ; en revanche, le pôle poursuit son développement sur les marchés du crédit : Crédit Agricole CIB reste à la première place mondiale toutes devises confondues en obligations vertes (*green bonds*[22]) et la deuxième sur les obligations émises par les agences publiques en euro[23] en 2017 ; la **Banque de Financement** est deuxième mondial des crédits syndiqués en Europe-Moyen Orient-Afrique en 2017[24] ; enfin, illustrant sa politique de distribution de risque *Distribute to Originate*, Crédit Agricole CIB a enregistré un taux de

[19] *En intégrant les encours de Pioneer à fin 2016*
[20] *Hors intégration des trois banques italiennes*
[21] *Hors transfert de Calit en Banque de Proximité Italie au 1er janvier 2017*
[22] *Teneur de livres toutes devises confondues (Source Thomson Financial 30/09/2017)*
[23] *Teneur de livres (Source Thomson Financial 30/09/2017)*
[24] *Teneur de livres mandaté (Source Thomson Financial 30/09/2017)*

syndication primaire moyen sur les douze mois précédant la fin décembre 2017 de 39%, soit +4 points par rapport au douze mois se finissant au 31 décembre 2016 et +12 points par rapport à 2013, année de démarrage de cette politique. Les **Services financiers aux institutionnels (CACEIS)** ont vu leurs encours conservés progresser de +5,3% et les encours administrés de +12,4% par rapport à fin décembre 2016.

Grâce à cette activité dynamique et à l'intégration de Pioneer, le **produit net bancaire sous-jacent progresse de +5,4%** par rapport au quatrième trimestre 2016, **+0,7%/+34 millions d'euros à périmètre constant[25]**. La croissance est affectée ce trimestre par trois éléments qui pèsent sur la comparaison : la première consolidation en Activités hors métiers d'une filiale déficitaire[26] dans le passé, qui a un effet non récurrent de -23 millions d'euros sur le produit net bancaire (mais un effet nul en résultat net part du Groupe) sur le trimestre, la forte baisse (-30 millions d'euros) des commissions de renégociations et de remboursements anticipés pour LCL et la décision de ne pas compenser la charge liée aux impôts différés en produit net bancaire de l'assurance, contrairement au quatrième trimestre 2016 (la charge était de 80 millions d'euros, le produit net bancaire de l'assurance baisse de -23 millions d'euros entre les deux périodes). Les revenus sous-jacents progressent en revanche sensiblement en Gestion d'actifs (+12,0% à périmètre constant[25] par rapport au quatrième trimestre 2016), grâce à la progression des encours et à un haut niveau de commissions de surperformance et de résultat financier, et en Grandes clientèles +4,9%, grâce à la forte croissance des Services financiers aux institutionnels (+14%) et à la reprise de l'activité en Banque commerciale (+11%, malgré la faible volatilité sur les marchés taux/change (hausse de seulement +1% sur la Banque de marché).

Les **charges d'exploitation sous-jacentes**, progressent de **+7,5%** par rapport au quatrième trimestre 2016, mais de **+2,8%/+85 millions d'euros à périmètre constant[25]**. Cette hausse en sous-jacent, donc hors les charges d'intégration de Pioneer et des trois banques italiennes, s'explique par des amortissements informatiques exceptionnels dans le métier Assurances (32 millions d'euros), et des investissements pour le développement et le digital dans les différents métiers. Une large part de ces investissements sont financés par des programmes d'économies de coûts, conformément au Plan « Ambitions 2020 ». De nombreux métiers présentent ainsi malgré ces investissements des coefficients d'exploitation sous-jacents parmi les meilleurs de leur secteur d'activité : Assurances 33,1%, Amundi 52,9%, SFS 51,2%, BFI 53,4%, Services financiers aux institutionnels 76,3%.

Le **coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU** ressort à **65,5%**.

**Le coût du risque** est en **baisse de -15,1%/-60 millions d'euros à 335 millions d'euros** contre 395 millions d'euros au quatrième trimestre 2016. Cette baisse provient exclusivement du métier de Financement du pôle Grandes clientèles (-66,5%/-59 millions d'euros par rapport au quatrième trimestre 2016), les autres métiers étant globalement stables avec de faibles variations sauf pour le Crédit à la consommation, en baisse de -18,6%/-20 millions d'euros par rapport à la même période de 2016.

Le **coût du risque sur encours** représente **29 points de base[27], en baisse continue à chaque trimestre depuis un an**, soit -12 points de base par rapport au même trimestre de l'an dernier (-2 points de base par rapport au trimestre précédent), et toujours inférieur à l'hypothèse de 50 points de base du Plan à moyen terme.

La contribution sous-jacente des **sociétés mises en équivalence**, à 69 millions d'euros, est en baisse de -44,6%/-56 millions d'euros, reflétant la perte de la contribution d'Eurazeo, soit 33 millions d'euros au quatrième trimestre 2016, conséquence de la cession de cette participation au deuxième trimestre 2017, ainsi que la déconsolidation au troisième trimestre 2017 de la participation dans BSF après la cession d'une partie de cette participation (baisse de 31,1% à 14,9%), soit 29 millions d'euros au quatrième trimestre 2016. La contribution des autres sociétés mises en équivalence est en croissance, principalement les *joint-ventures* asiatiques d'Amundi et les partenariats en crédit consommation avec Fiat-Chrysler et le constructeur automobile chinois GAC.

---

[25] *En combinant les contributions au résultat sous-jacent d'Amundi et de Pioneer Investments et en tenant compte des amortissements de contrats de distribution en 2017 et 2016*

[26] *La participation de Crédit Agricole S.A. dans Fireca avait été dépréciée, donc la première consolidation entraine la consolidation à 100% des déficits cumulés depuis le début de la participation, en produit net bancaire, net de la dépréciation comptabilisée sur la quote-part, soit 50%, et donc l'affectation du solde des déficits aux minoritaires, pour un effet nul en résultat net part du Groupe.*

[27] *Moyenne sur les quatre derniers trimestres des provisions sur encours de crédits, annualisées*

Le **résultat sous-jacent avant impôt, activités cédées et minoritaires est en hausse de +3,8%,** à 1 410 millions d'euros. Le taux d'impôt effectif sous-jacent ressort à 28,9% contre 25,2% au quatrième trimestre 2016, qui avait bénéficié du taux réduit d'imposition appliqué à plusieurs opérations du trimestre, notamment pour le Crédit à la consommation et les Services financiers aux institutionnels. Ce taux est sensiblement inférieur au taux d'impôt normal sur les sociétés en France à cause de la génération de résultats dans des pays à taux d'impôt inférieur ainsi qu'au crédit d'impôt lié aux instruments de dette *Additional Tier 1* (dont les coupons sont déduits directement des fonds propres, à hauteur de -136 millions d'euros pour le quatrième trimestre), soit un effet minorant de 2,5 points sur le taux d'impôt effectif sous-jacent. La **charge d'impôt sous-jacente** est donc en **hausse de +24,4%** par rapport au quatrième trimestre 2016 à 387 millions d'euros.

La part de résultat net attribuée aux **intérêts minoritaires** est en hausse sensible, de +13,2% à 123 millions d'euros, à cause de la baisse de la participation du groupe dans Amundi, à 68,5% à partir du deuxième trimestre 2017 contre 74,1% au quatrième trimestre 2016 et jusqu'au premier trimestre 2017 inclus, mais également ce trimestre à cause de l'intégration de Pioneer Investments, qui a soutenu la hausse de +65,2% du résultat net à 100% d'Amundi. La part du résultat net d'Amundi attribuable aux intérêts minoritaires a augmenté de +39 millions d'euros. Hors Amundi, les intérêts minoritaires seraient en baisse à cause de la première consolidation en Activités hors métiers de Fireca, une filiale déficitaire détenue à 50% par Crédit Agricole SA[28].

En conséquence, le **résultat net part du Groupe sous-jacent** baisse de **-8,4%** par rapport au quatrième trimestre 2016 à **878 millions d'euros**.

**Sur la totalité de l'exercice 2017,** le **résultat net part du Groupe publié** est de **3 649 millions d'euros**, contre 3 541 millions d'euros en 2016, soit une hausse de +3,1%, alors que la plus-value Eurêka de 1 272 millions d'euros avait été enregistrée en 2016. La bonne croissance organique des différents métiers et, dans une moindre mesure, l'intégration de Pioneer Investments, ont donc permis de compenser en un an la non-récurrence de cette plus-value dans le résultat net part du Groupe publié:

**Les éléments spécifiques[29]** ont eu en **2017 un effet négatif** sur le résultat net part du Groupe de -**276 millions d'euros**. En complément de ceux du quatrième trimestre mentionnés *supra*, les plus significatifs sont les plus-values sur la cession de participations dans Eurazeo (+103 millions d'euros) au deuxième trimestre et BSF au troisième (+99 millions d'euros). Les autres éléments spécifiques voient leurs effets se compenser par rapport au quatrième trimestre, notamment le spread émetteur (-131 millions d'euros en résultat net part du Groupe), le DVA (*Debt Value Adjustment*, -42 millions d'euros, les macro-couvertures de portefeuilles de prêts -36 millions d'euros)

Sur **l'exercice 2016**, les **éléments spécifiques** avaient affecté le résultat net part du Groupe à hauteur de **+351 millions d'euros**, notamment la plus-value Eurêka mentionnée ci-dessus (1 272 millions d'euros), la plus-value sur la cession de Visa Europe (+327 millions d'euros), les dividendes touchés des Caisses régionales avant la cession de la participation à leur capital dans le cadre d'Eurêka (+285 millions d'euros), et en contrepartie la dépréciation de survaleur de LCL (-491 millions d'euros), des soultes sur des opérations de remboursement de dette (-448 millions d'euros) et d'ajustement des macro-couvertures de LCL (-187 millions d'euros), des revalorisations d'impôts différés suite à la loi de finance en France (-160 millions d'euros) et d'autres éléments divers pour un total de -247 millions d'euros (voir tableau en annexe p. 19).

Hors ces éléments spécifiques, le **résultat net part du Groupe sous-jacent augmente lui de +23,0%** par rapport à l'exercice 2016, à **3 925 millions d'euros**.

Le **retour sur fonds propres tangible sous-jacent (ROTE)** atteint **11,1%, au-dessus de l'objectif de 11% fixé par le Plan à moyen terme pour 2019.**

---

[28] *La participation de Crédit Agricole S.A. dans Fireca avait été dépréciée, donc la première consolidation entraine la consolidation à 100% des déficits cumulés depuis le début de la participation, en produit net bancaire, net de la dépréciation comptabilisée sur la quote-part, soit 50%, et donc l'affectation du solde des déficits aux minoritaires, pour un effet nul en résultat net part du Groupe.*

[29] *Voir le détail des éléments spécifiques pour le Crédit Agricole S.A. en p. Annexe 1 – Eléments spécifiques, Crédit Agricole S.A. et Groupe Crédit Agricolet le passage du résultat publié au sous-jacent p. 21.*

Le **bénéfice par action sous-jacent atteint 1,22 euro par action**, en hausse de **+26,8%** par rapport à l'exercice 2016.

## Table 4. Résultats consolidés de Crédit Agricole S.A. en 2017 et 2016

| En m€ | 2017 publié | 2016 publié | 2017/2016 publié | 2017 sous-jacent | 2016 sous-jacent | 2017/2016 sous-jacent |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Produit net bancaire** | **18 634** | **16 855** | +10,6% | **18 772** | **17 506** | +7,2% |
| Charges d'exploitation hors FRU | (11 961) | (11 454) | +4,4% | (11 785) | (11 362) | +3,7% |
| FRU | (242) | (241) | +0,5% | (242) | (241) | +0,5% |
| **Résultat brut d'exploitation** | **6 431** | **5 160** | **+24,6%** | **6 745** | **5 904** | **+14,3%** |
| Coût du risque de crédit | (1 307) | (1 687) | (22,5%) | (1 307) | (1 687) | (22,5%) |
| Coût du risque juridique | (115) | (100) | +15,0% | (115) | (100) | +15,0% |
| Sociétés mises en équivalence | 728 | 518 | +40,4% | 523 | 518 | +0,9% |
| Gains ou pertes sur autres actifs | 6 | (52) | ns | 14 | (52) | ns |
| Variation de valeur des écarts d'acquisition | 186 | (491) | ns | 0 | - | ns |
| **Résultat avant impôt** | **5 929** | **3 348** | **+77,1%** | **5 859** | **4 583** | **+27,9%** |
| Impôt | (1 733) | (695) | x 2,5 | (1 433) | (989) | +44,8% |
| Rés. net des activités arrêtées ou en cours de cession | 20 | 1 303 | ns | 20 | 31 | ns |
| **Résultat net** | **4 216** | **3 956** | **+6,6%** | **4 447** | **3 624** | **+22,7%** |
| Intérêts minoritaires | (568) | (415) | +36,6% | (521) | (434) | +20,0% |
| **Résultat net part du Groupe** | **3 649** | **3 541** | **+3,1%** | **3 925** | **3 190** | **+23,0%** |
| **Bénéfice par action (€)** | **1,12** | **1,12** | **+0,3%** | **1,22** | **0,99** | **+23,0%** |
| **Coefficient d'exploitation hors FRU (%)** | **64,2%** | **68,0%** | **-3,8 pp** | **62,8%** | **64,9%** | **-2,1 pp** |

Les différents agrégats du compte de résultat sous-jacent illustrent les excellentes tendances d'activité, d'efficacité opérationnelle et de maîtrise des risques : hausse significative des revenus (+7,2% par rapport à 2016), bonne maîtrise des charges (+3,7% hors FRU), baisse significative du coût du risque de crédit (-22,5%), légèrement tempérée par un montant plus élevé de provisions juridiques (115 millions d'euros contre 100 millions d'euros en 2016) et un taux effectif d'impôt en progression, de 24,3% en 2016 à 26,8% en 2017. Comme au quatrième trimestre, le crédit d'impôt sur coupons AT1 baisse le taux d'impôt effectif de 3 points (4 points en 2016).

Le **produit net bancaire sous-jacent**, à 18 772 millions d'euros, progresse de +7,2% par rapport à 2016, +4,8% à périmètre constant[30]. La hausse provient de tous les pôles, sauf la Banque de proximité, qui continue d'être affectée par l'environnement de taux bas et les effets de la dévaluation de la livre égyptienne sur les revenus de la filiale locale. Gestion d'Epargne et Assurances, grâce à l'intégration de Pioneer Investments et à la croissance organique de la Gestion d'actifs, le pôle Grandes clientèles et les Activités Hors Métiers, grâce aux effets d'Eurêka et à la baisse des coûts de financement, se distinguent particulièrement.

Les **charges d'exploitation sous-jacentes** sont en légère hausse à 11 785 millions d'euros, soit +3,7%, hors contribution au FRU, cette dernière charge restant stable (en fait +0,5% à 242 millions d'euros). A périmètre constant[30], les charges d'exploitation hors FRU ne progressent plus que de +1,3%, montrant une très bonne maîtrise. Tous les métiers y ont contribué, les effets de ciseaux[31] les plus significatifs provenant de LCL (+2,5 points hors FRU), des Services financiers spécialisés (+1,2 point hors FRU), et du pôle Grandes clientèles (+1,6 point hors FRU), notamment le métier de Services financiers aux institutionnels (+4,2 points hors FRU).

Le **coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU** s'améliore de 2,1 points à 62,8% par rapport à 2016.

Enfin, le **coût du risque de crédit, hors provisions juridiques non allouées,** baisse de -22,5% à 1 307 millions d'euros contre 1 687 millions d'euros en 2016 (soit -380 millions d'euros). Comme au quatrième

[30] *En combinant les contributions au résultat sous-jacent d'Amundi et de Pioneer Investments et en tenant compte des amortissements de contrats de distribution en 2017 et 2016*

[31] *Différence entre l'évolution des revenus et celle des charges*

trimestre, le premier contributeur à la baisse est le pôle Grandes clientèles (-55,5%, soit -254 millions d'euros), rejoint par les Services financiers spécialisés (-21,1%/-118 millions d'euros). Le coût du risque de crédit progresse chez LCL de +12,1% (+22 millions d'euros à 204 millions d'euros), principalement à cause de reprises non récurrentes au premier trimestre 2016 qui abaissent la base de comparaison et aux provisions du troisième trimestre 2017 en lien avec l'ouragan Irma, mais le coût du risque reste très bas pour ce métier. En Banque de Proximité (BPI) en Italie, les provisions progressent légèrement à cause du transfert dans ce métier de la contribution de Calit à partir du 1er janvier 2017 et de pertes sur créances significatives dans cette filiale au troisième trimestre. Le taux de créances dépréciées de BPI Italie (hors Calit) baisse de -1,6 point à 11,5%[32] (contre 13,1% fin décembre 2016 et 12,4% à fin septembre 2017), grâce à l'amélioration du portefeuille et l'intégration des trois banques italienne, dont le taux de créances dépréciées est inférieur à 10% après cession de 3 milliards d'euros de ces créances préalablement à l'acquisition. Le taux de couverture s'améliore également à 50,1%[32] (contre 46,5% fin décembre 2016 et 48% à fin septembre 2017).

A fin décembre 2017, la solvabilité de Crédit Agricole S.A. reste solide, avec un **ratio Common Equity Tier 1 (CET1) non phasé de 11,7%**, en baisse de -30 points de base par rapport au 30 septembre 2017 du fait de l'intégration des trois banques italienne et des activités de banque privée de CM-CIC en Asie, pour un impact net de -18 points de base. Compte tenu de la décision de ne pas inclure la surcharge fiscale dans le calcul du dividende, le résultat net (hors badwill sur les trois banques italiennes, inclus dans l'impact de cette opération) mis en réserve net du dividende proposé à l'assemblée générale et des coupons de dette *Additional Tier 1* contribue négativement à l'évolution du ratio sur le quatrième trimestre (-5 points de base), les autres éléments ont, en revanche un effet négatif net de -9 points de base. Les emplois pondérés s'élèvent à 296 milliards d'euros à fin décembre 2017, contre 301 milliards d'euros à fin décembre 2016 et 293 milliards d'euros à fin septembre, la croissance du quatrième trimestre étant plus qu'expliquée par l'intégration des trois banques italiennes (+4,1 milliards d'euros).

Le **ratio de levier** phasé s'établit à **4,4%** à fin décembre 2017 selon l'Acte Délégué adopté par la Commission européenne.

Le **ratio LCR** moyen sur douze mois de Crédit Agricole S.A. s'élève à 137**%** à fin décembre 2017, soit à un niveau supérieur à l'objectif du Plan à Moyen Terme de plus de 110%. **A fin 2017,** Crédit Agricole S.A. a réalisé à hauteur de **104% son programme de refinancement moyen long terme sur les marchés pour l'année de 16 milliards d'euros**, soit 16,6 milliards d'euros équivalents levés sur les marchés, dont 10,4 milliards d'euros équivalents de dette senior préférée et de dette senior collatéralisée, ainsi que 6,2 milliards d'euros équivalents en dette senior non préférée. Le programme 2018 est prévu à 12 milliards d'euros, dont 4 à 5 milliards d'euros de dette éligible TLAC (Tier 2 ou senior non préférée). Il est réalisé à hauteur de 20% au 31/01/2018, notamment avec l'émission en janvier de 1,25 milliards de dollar US d'instrument Tier 2.

Grâce à cette solidité financière, le Conseil d'administration a décidé de ne pas tenir compte de la surcharge d'impôt qui a affecté le résultat du quatrième trimestre et d'immuniser les actionnaires contre cette charge en proposant à l'assemblée générale un dividende de 0,63 euro par action, soit un taux de distribution sur le résultat net part du Groupe attribuable publié de 56%, supérieur de façon exceptionnelle au taux de distribution cible de 50% fixé dans le cadre du Plan à Moyen Terme.

* *
*

[32] *Hors crédit bail*

Commentant ces résultats et l'activité du groupe Crédit Agricole S.A. au quatrième trimestre et sur l'année 2017, Philippe Brassac, Directeur Général, a déclaré : *« en 2017, Crédit Agricole SA a su faire preuve d'une vraie capacité d'innovation au service de ses clients, en investissant dans sa transformation digitale et le développement de ses métiers tout en maintenant un haut niveau d'efficacité opérationnelle : les revenus ont ainsi progressé ,à périmètre constant, à un rythme deux fois supérieur à celui attendu par le Plan Ambition Stratégique 2020, le coefficient d'exploitation s'est amélioré de plus de deux points, et le retour sur fonds propres tangible a dépassé les 11%. »*

# Versement d'une mesure compensatoire aux actionnaires ayants droit au dividende majoré

Le 20 décembre 2017, Crédit Agricole S.A. a annoncé qu'il proposerait à l'Assemblée générale des actionnaires prévue le 16 mai 2018, la suppression de la clause statutaire de majoration du dividende.

Le paiement d'un dividende majoré a en effet été considéré par l'Autorité Bancaire Européenne (EBA - *European Banking Authority*) comme une "distribution préférentielle" non conforme au règlement *Capital Requirements Regulation* (CRR). Cette analyse a été confirmée par la Banque centrale européenne (BCE).

En guise de mesure compensatoire, Crédit Agricole S.A. versera aux ayants droit une indemnité égale à une action ordinaire nouvelle pour 26 actions nominatives ouvrant droit au versement d'un dividende majoré au titre de l'exercice 2017*. Compte tenu du cours moyen pondéré de l'action Crédit Agricole SA observé sur une période de 60 jours de bourse achevée le 12 février 2018 au soir (14,55€), la valeur de l'indemnité ressort à environ 56 cts par action.

Le montant de cette indemnité a été déterminée sur la base d'une expertise indépendante réalisée par le cabinet Ledouble. Ce cabinet a évalué l'indemnité destinée à compenser les ayants droit de la suppression du dividende majoré en fonction de trois facteurs principaux : la chronique des dividendes futurs, la durée de détention moyenne estimée des actions à dividende majoré et le taux d'actualisation des flux futurs. Le Conseil d'administration du 13 février a fixé le montant de l'indemnité à l'intérieur de la fourchette de prix estimée par le cabinet entre 0,45€ et 0,63€, soit une valorisation équilibrée entre les intérêts des ayants droit et celle des autres actionnaires.

La suppression de la clause statutaire de majoration du dividende ainsi que les modalités de l'indemnisation à verser aux ayants droit seront soumises à l'approbation de l'assemblée spéciale des ayants droit au dividende majoré qui se tiendra le 4 avril 2018 ainsi qu'au vote des actionnaires lors de l'AGE du 16 mai 2018.

** Il est précisé que ne sont éligibles à la majoration du dividende au titre de l'exercice 2017 que les actions Crédit Agricole S.A. inscrites au nominatif sans discontinuité depuis le 31 décembre 2015 et jusqu'au jour de paiement du dividende afférent à l'exercice 2017*

# Responsabilité Sociale de l'Entreprise

**Engagements climat**

Deux ans après les Accords de Paris sur le climat, le Groupe décide d'amplifier les engagements pris en 2015 en marge de la COP21 : augmentation des financements verts, intégration de la dimension climat dans l'évaluation des risques, exclusion des hydrocarbures les plus impactant pour l'environnement et compensation de l'ensemble de son empreinte carbone directe jusqu'en 2040 :

- 100 milliards d'euros de financements verts arrangés d'ici 2020 dans le monde. Le Crédit Agricole amplifie l'engagement déjà pris à la COP21 à hauteur de 60 milliards d'euros de financements verts d'ici fin 2018.
- En France, avec les Caisses Régionales et LCL : financement d'un projet sur trois en énergie renouvelable et en efficacité énergétique d'ici à 2020. Par cette mesure, le Crédit Agricole entend doubler le niveau de financement des Énergies Renouvelables dans l'hexagone.
- Dès la fin de l'année 2017, prise en compte de la dimension climat pour évaluer les profils de risques de nos grands clients et de leurs projets. Cette disposition sera progressivement étendue à d'autres catégories de clientèles.
- Exclusion des hydrocarbures les moins performants sur un plan énergétique et les plus impactant pour l'environnement, incompatibles avec les objectifs de lutte contre le changement climatique et représentant un risque économique. Ce critère englobe notamment les projets et les entreprises majoritairement engagées dans :
    - Les sables bitumineux,
    - Les pétroles issus de la région Arctique (off-shore et on-shore),
    - Les gaz ou pétroles de schiste dont l'exploitation occasionne un torchage (« *flaring* ») ou évaporation (« *venting* ») excessifs,
    - Les infrastructures principalement dédiées à des projets concernés par les critères d'exclusion ci-dessus,
- Crédit Agricole S.A. s'engage à compenser l'ensemble de son empreinte carbone directe jusqu'en 2040 au travers du fonds carbone Livelihoods.

**FReD**

Crédit Agricole S.A. publie les résultats de son « indice FReD », qui mesure les progrès réalisés sur une année par le groupe Crédit Agricole S.A. sur un large éventail d'actions RSE (environ 180). L'indice 2017 est de 1,7, validé par le cabinet PricewaterhouseCoopers pour un objectif de 1,5. Quinze entités sont engagées dans la démarche FReD, dont trois filiales de Banque de proximité à l'international.

En s'appuyant sur les portefeuilles d'actions FReD et l'ensemble des autres actions mises en place dans le cadre de sa politique RSE, Crédit Agricole S.A. consolide sa performance RSE globale. Son appartenance aux principaux indices internationaux socialement responsables a été confirmée en 2017 : NYSE Euronext Vigeo Eiris France 20, Europe 120, Eurozone 120 et Monde 120, FTSE4Good, ESG STOXX Leaders (banque la mieux notée par Sustainalytics), Oekom Prime. Par ailleurs, Crédit Agricole S.A. fait également partie des banques françaises les mieux notées en 2017 par le CDP (Carbon Disclosure Project) et dans le MSCI (Morgan Stanley Capital International) ESG Ratings.

**Charte Ethique**

Le groupe Crédit Agricole a diffusé une Charte Ethique en mai 2017 à toutes les entités du groupe : Caisses régionales, Fédération Nationale du Crédit Agricole, Crédit Agricole S.A. et ses filiales. Cette Charte constitue un document de référence qui reprend les principes d'actions et de comportements à respecter dans notre quotidien vis-à-vis de nos clients, de nos dirigeants, de nos administrateurs, de nos collaborateurs, de nos fournisseurs, de la société et de l'ensemble de nos parties prenantes.

# Annexe 1 – Eléments spécifiques, Crédit Agricole S.A. et Groupe Crédit Agricole

## Table 5. Crédit Agricole S.A. – Eléments spécifiques, T4-17 et T4-16, 2017 et 2016

| En m€ | T4-17 | | T4-16 | | 2017 | | 2016 | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Impact brut* | Impact RNPG | Impact brut* | Impact RNPG | Impact brut* | Impact RNPG | Impact brut* | Impact RNPG |
| Spreads émetteurs (AHM) | (95) | (62) | 103 | 66 | (216) | (131) | (139) | (84) |
| DVA (GC) | (5) | (4) | (3) | (2) | (66) | (42) | (38) | (24) |
| Macro-couverture de portefeuilles de prêts (GC) | (4) | (2) | (1) | (1) | (57) | (36) | (25) | (16) |
| Provision Epargne Logement (BPF) | 2 | 1 | (17) | (11) | 65 | 40 | (17) | (11) |
| Provision Epargne Logement (AHM) | 3 | 2 | (66) | (43) | 156 | 103 | (66) | (43) |
| Opération Eurêka (AHM) | - | - | - | - | - | - | (23) | (18) |
| Liability Management (BPF) | - | - | - | - | - | - | (300) | (187) |
| Soultes Liability Management (AHM) | - | - | - | - | 39 | 26 | (683) | (448) |
| Plus-value VISA EUROPE (AHM) | - | - | - | - | - | - | 355 | 327 |
| Dividendes des CR (AHM) | - | - | - | - | - | - | 286 | 285 |
| Amende Echange Image Chèques | (59) | (58) | - | - | (59) | (58) | - | - |
| **Impact total en PNB** | **(158)** | **(123)** | **16** | **9** | **(138)** | **(100)** | **(652)** | **(220)** |
| Provisions réseau LCL (BPF) | - | - | - | - | - | - | (41) | (26) |
| Plan d'adaptation de Groupe Cariparma (BPI) | - | - | (51) | (25) | - | - | (51) | (25) |
| Coûts d'intégration Pioneer (GEA) | (77) | (32) | - | - | (135) | (60) | - | - |
| Coût intégration 3 banques italiennes (BPI) | (41) | (21) | - | - | (41) | (22) | - | - |
| **Impact total en Charges** | **(117)** | **(54)** | **(51)** | **(25)** | **(176)** | **(82)** | **(92)** | **(51)** |
| Cession Eurazeo (AHM) | (4) | (4) | - | - | 103 | 103 | - | - |
| Cession BSF (GC) | (15) | (15) | - | - | 102 | 99 | - | - |
| **Impact total en Mises en équivalence** | **(19)** | **(19)** | **-** | **-** | **205** | **203** | **-** | **-** |
| Variation écarts d'acquisition (AHM) | 186 | 91 | (491) | (491) | 186 | 91 | (491) | (491) |
| **Total impact var. écarts d'acquisition** | **186** | **91** | **(491)** | **(491)** | **186** | **91** | **(491)** | **(491)** |
| Surtaxe IS | | (326) | | - | | (326) | | - |
| Remboursement taxe dividende 3% | | 69 | | - | | 69 | | - |
| Revalorisation impôts différés | | (128) | | (160) | | (128) | | (160) |
| **Total impact en Impôts** | | **(384)** | | **(160)** | | **(384)** | | **(160)** |
| Coûts d'acquisition CA Italie (BPI) | (3) | - | - | - | (8) | (4) | - | - |
| **Gains/pertes nets sur autres actifs** | **(3)** | **-** | **-** | **-** | **(8)** | **(4)** | **-** | **-** |
| Opération Eurêka (AHM) | - | - | - | | - | - | 1 272 | 1 272 |
| **Activités en cours de cession** | **-** | **-** | **-** | | **-** | **-** | **1 272** | **1 272** |
| **Impact total des retraitements** | **(111)** | **(490)** | **(526)** | **(667)** | **70** | **(276)** | **38** | **351** |
| ***Gestion de l'épargne et Assurances*** | ***(77)*** | ***(147)*** | ***-*** | ***(80)*** | ***(135)*** | ***(176)*** | ***-*** | ***(80)*** |
| ***Banque de proximité*** | ***(19)*** | ***(118)*** | ***(17)*** | ***(35)*** | ***44*** | ***(79)*** | ***(358)*** | ***(247)*** |
| ***Banque de proximité-International*** | ***(44)*** | ***(23)*** | ***(51)*** | ***(25)*** | ***(49)*** | ***(26)*** | ***(51)*** | ***(25)*** |
| ***Services financiers spécialisés*** | ***-*** | ***43*** | ***-*** | ***(3)*** | ***-*** | ***43*** | ***-*** | ***(3)*** |
| ***Grandes Clientèles*** | ***(24)*** | ***(108)*** | ***(4)*** | ***(4)*** | ***(21)*** | ***(67)*** | ***(63)*** | ***(41)*** |
| ***Activités hors métiers*** | ***51*** | ***(136)*** | ***(454)*** | ***(520)*** | ***231*** | ***29*** | ***510*** | ***747*** |

** Impacts avant impôts et avant intérêts minoritaires*
*(1) dont -38 m€ pour AHM et -21 m€ pour LCL (avant impôt et minoritaires)*
*(2) dont +408 m€ de badwill sur les trois banques italiennes et -222 m€ de dépréciation de la survaleur sur CA Polska (avant minoritaires, pas d'effet fiscal)*

## Table 6. Groupe Crédit Agricole – Eléments spécifiques, T4-17 et T4-16, 2017 et 2016

| En m€ | T4-17 | | T4-16 | | 2017 | | 2016 | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Impact brut* | Impact en RNPG | Impact brut* | Impact en RNPG | Impact brut* | Impact en RNPG | Impact brut* | Impact en RNPG |
| Spreads émetteurs (AHM) | (104) | (62) | 83 | 52 | (249) | (153) | (160) | (103) |
| DVA (GC) | (5) | (4) | (3) | (2) | (66) | (43) | (38) | (25) |
| Couvertures de portefeuilles de prêts (GC) | (4) | (2) | (1) | (1) | (57) | (37) | (25) | (16) |
| Provision Epargne Logement (BPF/LCL) | 2 | 2 | (17) | (11) | 65 | 43 | (17) | (11) |
| Provision Epargne Logement (AHM) | 3 | 2 | (66) | (43) | 156 | 103 | (66) | (43) |
| Provision Epargne Logement (BPF/CR) | 15 | 10 | (194) | (127) | | | (203) | (133) |
| Opération Eurêka-frais (AHM) | - | - | (6) | (4) | - | - | (34) | (27) |
| Liability Management (LCL) | - | - | - | - | - | - | (300) | (197) |
| Ajustement du coût des passifs (BPF/CR) | - | - | - | - | (218) | (148) | - | - |
| Soultes Liability management (AHM) | - | - | - | - | 39 | 26 | (683) | (448) |
| Plus-value VISA EUROPE (AHM) | - | - | - | - | - | - | 355 | 337 |
| Amende Echange Images Chèques | (98) | (98) | - | - | (98) | (98) | - | - |
| **Total impacts en PNB** | **(190)** | **(152)** | **(205)** | **(136)** | | | **(1 172)** | **(666)** |
| Provisions réseau LCL (BPF) | - | - | - | - | - | - | (41) | (27) |
| Plan d'adaptation de Groupe Cariparma (BPI) | - | - | (51) | (30) | - | - | (51) | (30) |
| Coûts d'intégration Pioneer (GEA) | (77) | (33) | - | - | (135) | (58) | - | - |
| Coût intégration 3 banques italiennes (BPI) | (41) | (24) | - | - | (41) | (24) | - | - |
| **Total impacts en Charges** | **(117)** | **(57)** | **(51)** | **(30)** | **(176)** | **(83)** | **(92)** | **(56)** |
| Cession Eurazeo (AHM) | (4) | (4) | - | - | 103 | 103 | - | - |
| Cession BSF (GC) | (15) | (15) | - | - | 102 | 102 | - | - |
| **Total impacts en Mises en équivalence** | **(19)** | **(19)** | **-** | **-** | **205** | **205** | **-** | **-** |
| Variation écarts d'acquisition (AHM) | 186 | 131 | (540) | (540) | 186 | 131 | (540) | (540) |
| **Total impact var. écarts d'acquisition** | **186** | **131** | **(540)** | **(540)** | **186** | **131** | **(540)** | **(540)** |
| Surtaxe IS | | (343) | | | | (343) | | |
| Remboursement taxe dividende 3% | | 79 | | | | 79 | | |
| Revalorisation impôts différés | | (407) | | | | (407) | | |
| **Total impact en Impôts** | | **(671)** | | | | **(671)** | | |
| Coûts d'acquisition CA Italie (BPI) | (3) | (2) | - | - | (11) | (6) | - | - |
| **Total impacts Gains ou pertes sur autres actifs** | **(3)** | **(2)** | **-** | **-** | **(11)** | **(6)** | **-** | **-** |
| **Impact total des retraitements** | **(143)** | **(770)** | **(796)** | **(1 159)** | | | **(1 804)** | **(1 715)** |
| ***Gestion de l'épargne et Assurances*** | ***(77)*** | ***(153)*** | ***-*** | ***(80)*** | ***(135)*** | ***(178)*** | ***-*** | ***(80)*** |
| ***Banque de proximité France*** | ***(42)*** | ***(427)*** | ***(211)*** | ***(464)*** | | | ***(561)*** | ***(693)*** |
| ***Banque de proximité International*** | ***(44)*** | ***(26)*** | ***(51)*** | ***(30)*** | ***(51)*** | ***(30)*** | ***(51)*** | ***(30)*** |
| ***Services financiers spécialisés*** | ***-*** | ***43*** | ***-*** | ***(3)*** | ***-*** | ***43*** | ***-*** | ***(3)*** |
| ***Grandes Clientèles*** | ***(24)*** | ***(111)*** | ***(4)*** | ***(4)*** | ***(21)*** | ***(68)*** | ***(63)*** | ***(42)*** |
| ***Activités hors métiers*** | ***43*** | ***(95)*** | ***(530)*** | ***(578)*** | ***198*** | ***48*** | ***(1 129)*** | ***(867)*** |

** Impacts avant impôts (sauf pour la ligne « impact total avant impôts ») et avant intérêts minoritaires*

# Annexe 2 – Crédit Agricole S.A. : Compte de résultat détaillé, publié et sous-jacent

## Table 7. Crédit Agricole S.A. – Passage du résultat publié au sous-jacent, T4-17 et T4-16

| En m€ | T4-17 publié | Eléments spécifiques | T4-17 sous-jacent | T4-16 publié | Eléments spécifiques | T4-16 sous-jacent | T4/T4 sous-jacent |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Produit net bancaire | **4 651** | **(158)** | **4 810** | **4 579** | **16** | **4 563** | +5,4% |
| Charges d'exploitation hors FRU | (3 268) | (117) | (3 150) | (2 981) | (51) | (2 930) | +7,5% |
| FRU | - | - | - | - | - | - | ns |
| **Résultat brut d'exploitation** | **1 384** | **(275)** | **1 659** | **1 598** | **(35)** | **1 633** | **+1,6%** |
| Coût du risque de crédit | (335) | - | (335) | (395) | - | (395) | (15,1%) |
| Coût du risque juridique | - | - | - | - | - | - | ns |
| Sociétés mises en équivalence | 50 | (19) | 69 | 125 | - | 125 | (44,6%) |
| Gains ou pertes nets sur autres actifs | 13 | (3) | 16 | (6) | - | (6) | ns |
| Variation des écarts d'acquisition | 186 | 186 | 0 | (491) | (491) | - | ns |
| **Résultat avant impôt** | **1 299** | **(111)** | **1 410** | **832** | **(526)** | **1 358** | **+3,8%** |
| Impôts | (703) | (316) | (387) | (461) | (150) | (311) | +24,4% |
| Rés. net des activités abandonnées | (23) | - | (23) | 20 | - | 20 | ns |
| **Résultat net** | **573** | **(427)** | **1 000** | **390** | **(676)** | **1 066** | **(6,2%)** |
| Intérêts minoritaires | (186) | (64) | (123) | (99) | 9 | (108) | +13,2% |
| **Résultat net part du Groupe** | **387** | **(490)** | **878** | **291** | **(667)** | **958** | **(8,4%)** |
| **Bénéfice par action (€)** | **0,09** | **(0,17)** | **0,26** | **0,06** | **(0,24)** | **0,30** | **(12,0%)** |
| **Coefficient d'exploitation hors FRU (%)** | **70,2%** | | **65,5%** | **65,1%** | | **64,2%** | **+1,3 pp** |

## Table 8. Crédit Agricole S.A. – Passage du résultat publié au sous-jacent, 2017 et 2016

| En m€ | 2017 publié | Eléments spécifiques | 2017 sous-jacent | 2016 publié | Eléments spécifiques | 2016 sous-jacent | 2017/2016 sous-jacent |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Produit net bancaire | **18 634** | **(138)** | **18 772** | **16 855** | **(652)** | **17 506** | +7,2% |
| Charges d'exploitation hors FRU | (11 961) | (176) | (11 785) | (11 454) | (92) | (11 362) | +3,7% |
| FRU | (242) | - | (242) | (241) | - | (241) | +0,5% |
| **Résultat brut d'exploitation** | **6 431** | **(314)** | **6 745** | **5 160** | **(744)** | **5 904** | **+14,3%** |
| Coût du risque de crédit | (1 307) | - | (1 307) | (1 687) | - | (1 687) | (22,5%) |
| Coût du risque juridique | (115) | - | (115) | (100) | - | (100) | +15,0% |
| Sociétés mises en équivalence | 728 | 205 | 523 | 518 | - | 518 | +0,9% |
| Gains ou pertes nets sur autres actifs | 6 | (8) | 14 | (52) | - | (52) | ns |
| Variation des écarts d'acquisition | 186 | 186 | 0 | (491) | (491) | - | ns |
| **Résultat avant impôt** | **5 929** | **70** | **5 859** | **3 348** | **(1 235)** | **4 583** | **+27,9%** |
| Impôts | (1 733) | (300) | (1 433) | (695) | 294 | (989) | +44,8% |
| Rés. net des activités abandonnées | 20 | - | 20 | 1 303 | 1 272 | 31 | ns |
| **Résultat net** | **4 216** | **(230)** | **4 447** | **3 956** | **332** | **3 624** | **+22,7%** |
| Intérêts minoritaires | (568) | (46) | (521) | (415) | 19 | (434) | +20,0% |
| **Résultat net part du Groupe** | **3 649** | **(276)** | **3 925** | **3 541** | **351** | **3 190** | **+23,0%** |
| **Bénéfice par action (€)** | **1,12** | **(0,10)** | **1,22** | **1,12** | **0,13** | **0,99** | **+23,0%** |
| **Coefficient d'exploitation hors FRU (%)** | **64,2%** | | **62,8%** | **68,0%** | | **64,9%** | **-2,1 pp** |

# Annexe 3 – Crédit Agricole S.A. : Résultats par pôle

## Table 9. Crédit Agricole S.A. – Résultats publiés par pôle au T4-17 et T4-16

| T4-17 | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| En m€ | GEA | BP (LCL) | BPI | SFS | GC | AHM | Total |
| **Produit net bancaire** | **1 560** | **827** | **617** | **671** | **1 305** | **(329)** | **4 651** |
| Charges d'exploitation hors FRU | (830) | (613) | (449) | (372) | (816) | (188) | (3 268) |
| FRU | - | - | - | - | - | - | - |
| **Résultat brut d'exploitation** | **730** | **215** | **168** | **299** | **489** | **(517)** | **1 384** |
| Coût du risque de crédit | (24) | (55) | (104) | (102) | (37) | (13) | (335) |
| Coût du risque juridique | - | - | - | - | - | - | - |
| Sociétés mises en équivalence | 9 | - | - | 58 | (15) | (1) | 50 |
| Gains ou pertes nets sur autres actifs | 4 | 6 | (4) | (0) | 10 | (3) | 13 |
| Variation des écarts d'acquisition | - | - | 0 | - | - | 186 | 186 |
| **Résultat avant impôt** | **719** | **165** | **60** | **255** | **447** | **(347)** | **1 299** |
| Impôts | (242) | (144) | (19) | (25) | (263) | (9) | (703) |
| Rés. net des activités abandonnées | (8) | - | (0) | (15) | - | - | (23) |
| **Résultat net** | **468** | **21** | **41** | **216** | **184** | **(356)** | **573** |
| Intérêts minoritaires | (67) | (1) | (12) | (30) | (9) | (67) | (186) |
| **Résultat net part du Groupe** | **401** | **20** | **28** | **186** | **174** | **(423)** | **387** |

| T4-16 | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| En m€ | GEA | BP (LCL) | BPI | SFS | GC | AHM | Total |
| **Produit net bancaire** | **1 293** | **863** | **611** | **683** | **1 248** | **(120)** | **4 579** |
| Charges d'exploitation hors FRU | (555) | (604) | (452) | (365) | (786) | (220) | (2 981) |
| FRU | - | - | - | - | - | - | - |
| **Résultat brut d'exploitation** | **739** | **260** | **160** | **318** | **462** | **(340)** | **1 598** |
| Coût du risque de crédit | (1) | (52) | (106) | (124) | (103) | (9) | (395) |
| Coût du risque juridique | - | - | - | - | - | - | - |
| Sociétés mises en équivalence | 8 | - | (0) | 56 | 29 | 33 | 125 |
| Gains ou pertes nets sur autres actifs | 1 | 1 | (1) | (0) | 0 | (7) | (6) |
| Variation des écarts d'acquisition | - | - | - | - | - | (491) | (491) |
| **Résultat avant impôt** | **747** | **209** | **53** | **249** | **388** | **(815)** | **832** |
| Impôts | (274) | (66) | (14) | (56) | (109) | 58 | (461) |
| Rés. net des activités abandonnées | 22 | - | (3) | - | 0 | 0 | 20 |
| **Résultat net** | **496** | **143** | **36** | **193** | **279** | **(756)** | **390** |
| Intérêts minoritaires | (48) | (7) | (13) | (23) | (8) | (1) | (99) |
| **Résultat net part du Groupe** | **448** | **136** | **24** | **170** | **271** | **(757)** | **291** |

*GEA : Gestion de l'épargne et Assurances ; BP : Banque de proximité (BPF : France, BPI : internationale) ; SFS : Services financiers spécialisés ; GC : Grandes clientèles ; AHM : Activités hors métiers*

## Table 10. Crédit Agricole S.A. – Résultats publiés par pôle des 2017 et 2016

| 2017 | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| En m€ | GEA | BP (LCL) | BPI | SFS | GC | AHM | Total |
| **Produit net bancaire** | **5 263** | **3 492** | **2 482** | **2 721** | **5 332** | **(656)** | **18 634** |
| Charges d'exploitation hors FRU | (2 706) | (2 427) | (1 547) | (1 393) | (3 099) | (789) | (11 961) |
| FRU | (3) | (15) | (10) | (14) | (139) | (61) | (242) |
| **Résultat brut d'exploitation** | **2 555** | **1 050** | **924** | **1 314** | **2 094** | **(1 505)** | **6 431** |
| Coût du risque de crédit | (25) | (204) | (429) | (440) | (203) | (6) | (1 307) |
| Coût du risque juridique | - | - | - | - | (115) | - | (115) |
| Sociétés mises en équivalence | 33 | - | - | 241 | 277 | 177 | 728 |
| Gains ou pertes nets sur autres actifs | 4 | 6 | (12) | (1) | 13 | (4) | 6 |
| Variation des écarts d'acquisition | - | - | 0 | - | - | 186 | 186 |
| **Résultat avant impôt** | **2 567** | **851** | **483** | **1 114** | **2 065** | **(1 152)** | **5 929** |
| Impôts | (647) | (338) | (152) | (230) | (710) | 344 | (1 733) |
| Rés. net des activités abandonnées | 21 | - | 0 | (1) | - | - | 20 |
| **Résultat net** | **1 942** | **513** | **331** | **883** | **1 355** | **(808)** | **4 216** |
| Intérêts minoritaires | (222) | (25) | (97) | (118) | (48) | (58) | (568) |
| **Résultat net part du Groupe** | **1 720** | **488** | **234** | **766** | **1 307** | **(865)** | **3 649** |

| 2016 | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| En m€ | GEA | BP (LCL) | BPI | SFS | GC | AHM | Total |
| **Produit net bancaire** | **4 744** | **3 118** | **2 505** | **2 646** | **5 190** | **(1 348)** | **16 855** |
| Charges d'exploitation hors FRU | (2 153) | (2 520) | (1 546) | (1 371) | (3 038) | (825) | (11 454) |
| FRU | (2) | (19) | (10) | (13) | (149) | (47) | (241) |
| **Résultat brut d'exploitation** | **2 588** | **578** | **949** | **1 262** | **2 003** | **(2 220)** | **5 160** |
| Coût du risque de crédit | (9) | (182) | (454) | (558) | (457) | (27) | (1 687) |
| Coût du risque juridique | - | - | - | - | (100) | - | (100) |
| Sociétés mises en équivalence | 28 | - | - | 207 | 211 | 71 | 518 |
| Gains ou pertes nets sur autres actifs | 2 | 1 | (0) | (2) | 1 | (54) | (52) |
| Variation des écarts d'acquisition | - | - | - | - | - | (491) | (491) |
| **Résultat avant impôt** | **2 609** | **397** | **494** | **910** | **1 658** | **(2 721)** | **3 348** |
| Impôts | (773) | (110) | (157) | (210) | (370) | 925 | (695) |
| Rés. net des activités abandonnées | 23 | - | (3) | - | 11 | 1 272 | 1 303 |
| **Résultat net** | **1 858** | **287** | **335** | **701** | **1 299** | **(523)** | **3 956** |
| Intérêts minoritaires | (169) | (14) | (102) | (91) | (44) | 4 | (415) |
| **Résultat net part du Groupe** | **1 690** | **273** | **233** | **610** | **1 255** | **(520)** | **3 541** |

*GEA : Gestion de l'épargne et Assurances ; BP : Banque de proximité (BPF : France, BPI : internationale) ; SFS : Services financiers spécialisés ; GC : Grandes clientèles ; AHM : Activités hors métiers*

# Annexe 4 – Groupe Crédit Agricole : Compte de résultat détaillé, publié et sous-jacent

## Table 11. Groupe Crédit Agricole – Passage du résultat publié au sous-jacent, T4-17 et T4-16

| En m€ | T4-17 publié | Eléments spécifiques | T4-17 sous-jacent | T4-16 publié | Eléments spécifiques | T4-16 sous-jacent | T4/T4 sous-jacent |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Produit net bancaire | **8 045** | **(190)** | **8 235** | **7 904** | **(205)** | **8 109** | +1,6% |
| Charges d'exploitation hors FRU | (5 459) | (117) | (5 342) | (5 187) | (51) | (5 136) | +4,0% |
| FRU | - | - | - | - | - | - | ns |
| **Résultat brut d'exploitation** | **2 586** | **(307)** | **2 893** | **2 716** | **(256)** | **2 972** | **(2,7%)** |
| Coût du risque de crédit | (423) | - | (423) | (457) | - | (457) | (7,6%) |
| Coût du risque juridique | - | - | - | - | - | - | ns |
| Sociétés mises en équivalence | 49 | (19) | 68 | 111 | - | 111 | (38,4%) |
| Variation de valeur des écarts d'acquisition | 186 | 186 | 0 | (540) | (540) | - | ns |
| **Résultat avant impôt** | **2 404** | **(143)** | **2 547** | **1 824** | **(796)** | **2 620** | **(2,8%)** |
| Impôts | (1 294) | (591) | (704) | (1 091) | (366) | (724) | (2,9%) |
| Résultat net des activités abandonnées | (23) | - | (23) | 20 | - | 20 | ns |
| **Résultat net** | **1 087** | **(734)** | **1 821** | **753** | **(1 162)** | **1 915** | **(4,9%)** |
| Intérêts minoritaires | (165) | (36) | (129) | (82) | 4 | (85) | +51,5% |
| **Résultat net part du Groupe** | **922** | **(770)** | **1 692** | **671** | **(1 159)** | **1 830** | **(7,5%)** |
| **Coefficient d'exploitation hors FRU (%)** | **67,9%** | | **64,9%** | **65,6%** | | **63,3%** | **+1,5 pp** |

## Table 12. Groupe Crédit Agricole – Passage du résultat publié au sous-jacent, 2017 et 2016

| En m€ | 2017 publié | Eléments spécifiques | 2017 sous-jacent | 2016 publié | Eléments spécifiques | 2016 sous-jacent | 2017/2016 sous-jacent |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Produit net bancaire | **32 108** | **(207)** | **32 315** | **30 428** | **(1 172)** | **31 600** | +2,3% |
| Charges d'exploitation hors FRU | (20 626) | (176) | (20 450) | (19 944) | (92) | (19 852) | +3,0% |
| FRU | (285) | - | (285) | (282) | - | (282) | +1,2% |
| **Résultat brut d'exploitation** | **11 197** | **(383)** | **11 580** | **10 201** | **(1 264)** | **11 465** | **+1,0%** |
| Coût du risque de crédit | (1 536) | - | (1 536) | (2 312) | - | (2 312) | (33,6%) |
| Coût du risque juridique | (115) | - | (115) | (100) | - | (100) | +15,0% |
| Sociétés mises en équivalence | 732 | 205 | 527 | 499 | - | 499 | +5,7% |
| Variation de valeur des écarts d'acquisition | 186 | 186 | 0 | (540) | (540) | - | n.m. |
| **Résultat avant impôt** | **10 470** | **(2)** | **10 472** | **7 723** | **(1 804)** | **9 527** | **+9,9%** |
| Impôts | (3 479) | (567) | (2 912) | (2 582) | 80 | (2 662) | +9,4% |
| Résultat net des activités abandonnées | 20 | - | 20 | 31 | - | 31 | (34,9%) |
| **Résultat net** | **7 010** | **(569)** | **7 580** | **5 172** | **(1 724)** | **6 896** | **+9,9%** |
| Intérêts minoritaires | (474) | (18) | (457) | (347) | 9 | (355) | +28,4% |
| **Résultat net part du Groupe** | **6 536** | **(587)** | **7 123** | **4 825** | **(1 715)** | **6 541** | **+8,9%** |
| **Coefficient d'exploitation hors FRU (%)** | **64,2%** | | **63,3%** | **65,5%** | | **62,8%** | **+0,5 pp** |

# Annexe 5 – Groupe Crédit Agricole : Résultats par pôle

## Table 13. Groupe Crédit Agricole – Résultats publiés par pôle, T4-17 et T4-16

| T4-17 | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **En m€** | **CR** | **LCL** | **BPI** | **GEA** | **SFS** | **GC** | **AHM** | **Total** |
| **Produit net bancaire** | **3 341** | **827** | **647** | **1 560** | **671** | **1 302** | **(303)** | **8 045** |
| Charges d'exploitation hors FRU | (2 153) | (613) | (470) | (830) | (372) | (816) | (206) | (5 459) |
| FRU | - | - | - | - | - | - | - | - |
| **Résultat brut d'exploitation** | **1 188** | **215** | **177** | **730** | **299** | **486** | **(509)** | **2 586** |
| Coût du risque de crédit | (86) | (55) | (104) | (24) | (102) | (37) | (14) | (423) |
| Coût du risque juridique | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Sociétés mises en équivalence | 2 | - | - | 9 | 58 | (15) | (4) | 49 |
| Gains ou pertes nets sur autres actifs | (8) | 6 | (4) | 4 | (0) | 10 | (2) | 5 |
| Variation de valeur des écarts d'acquisition | - | - | 0 | - | - | - | 186 | 186 |
| **Résultat avant impôt** | **1 095** | **165** | **69** | **719** | **255** | **444** | **(343)** | **2 404** |
| Impôts | (635) | (145) | (21) | (242) | (25) | (262) | 36 | (1 294) |
| Rés. net des activités abandonnées | - | - | (0) | (8) | (15) | - | - | (23) |
| **Résultat net** | **460** | **20** | **48** | **468** | **216** | **182** | **(307)** | **1 087** |
| Intérêts minoritaires | 0 | (0) | (12) | (63) | (30) | (6) | (54) | (165) |
| **Résultat net part du Groupe** | **460** | **20** | **36** | **405** | **186** | **176** | **(361)** | **922** |

| T4-16 | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **En m€** | **CR** | **LCL** | **BPI** | **GEA** | **SFS** | **GC** | **AHM** | **Total** |
| **Produit net bancaire** | **3 271** | **863** | **639** | **1 293** | **683** | **1 249** | **(95)** | **7 904** |
| Charges d'exploitation hors FRU | (2 160) | (604) | (469) | (555) | (365) | (786) | (250) | (5 187) |
| FRU | - | - | - | - | - | - | - | - |
| **Résultat brut d'exploitation** | **1 112** | **260** | **170** | **739** | **318** | **463** | **(345)** | **2 716** |
| Coût du risque de crédit | (61) | (52) | (107) | (1) | (124) | (103) | (10) | (457) |
| Coût du risque juridique | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Sociétés mises en équivalence | 1 | - | - | 8 | 56 | 29 | 18 | 111 |
| Gains ou pertes nets sur autres actifs | (0) | 1 | (1) | 1 | (0) | 0 | (7) | (6) |
| Variation de valeur des écarts d'acquisition | - | - | - | - | - | - | (540) | (540) |
| **Résultat avant impôt** | **1 051** | **209** | **62** | **747** | **249** | **389** | **(884)** | **1 824** |
| Impôts | (646) | (66) | (16) | (272) | (56) | (109) | 75 | (1 091) |
| Rés. net des activités abandonnées | - | - | (3) | 22 | - | 0 | 0 | 20 |
| **Résultat net** | **405** | **143** | **44** | **497** | **193** | **280** | **(809)** | **753** |
| Intérêts minoritaires | (0) | 0 | (11) | (44) | (23) | (3) | (1) | (82) |
| **Résultat net part du Groupe** | **405** | **143** | **33** | **453** | **170** | **277** | **(810)** | **671** |

*GEA : Gestion de l'épargne et Assurances ; BP : Banque de proximité (BPF : France, BPI : internationale) ; SFS : Services financiers spécialisés ; GC : Grandes clientèles ; AHM : Activités hors métiers*

## Table 14. Groupe Crédit Agricole – Résultats par pôle, 2017 et 2016

| 2017 | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **En m€** | **CR** | **LCL** | **BPI** | **GEA** | **SFS** | **GC** | **AHM** | **Total** |
| **Produit net bancaire** | **13 277** | **3 491** | **2 594** | **5 255** | **2 721** | **5 328** | **(558)** | **32 108** |
| Charges d'exploitation hors FRU | (8 487) | (2 427) | (1 624) | (2 706) | (1 393) | (3 099) | (890) | (20 626) |
| FRU | (43) | (15) | (10) | (3) | (14) | (139) | (61) | (285) |
| **Résultat brut d'exploitation** | **4 746** | **1 049** | **960** | **2 546** | **1 314** | **2 089** | **(1 509)** | **11 197** |
| Coût du risque de crédit | (218) | (204) | (433) | (25) | (440) | (203) | (12) | (1 536) |
| Coût du risque juridique | - | - | - | - | - | (115) | - | (115) |
| Sociétés mises en équivalence | 6 | - | - | 33 | 241 | 277 | 175 | 732 |
| Gains ou pertes nets sur autres actifs | (5) | 6 | (7) | 4 | (1) | 13 | (4) | 5 |
| Variation de valeur des écarts d'acquisition | - | - | 0 | | - | - | 186 | 186 |
| **Résultat avant impôt** | **4 529** | **851** | **520** | **2 559** | **1 114** | **2 060** | **(1 164)** | **10 470** |
| Impôts | (1 772) | (338) | (159) | (647) | (230) | (709) | 375 | (3 479) |
| Rés. net des activités abandonnées | - | - | 0 | 21 | (1) | - | - | 20 |
| **Résultat net** | **2 758** | **513** | **361** | **1 933** | **883** | **1 352** | **(788)** | **7 010** |
| Intérêts minoritaires | (0) | (0) | (80) | (209) | (118) | (21) | (47) | (474) |
| **Résultat net part du Groupe** | **2 757** | **513** | **281** | **1 724** | **766** | **1 331** | **(835)** | **6 536** |

| 2016 | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **En m€** | **CR** | **LCL** | **BPI** | **GEA** | **SFS** | **GC** | **AHM** | **Total** |
| **Produit net bancaire** | **13 627** | **3 118** | **2 610** | **4 740** | **2 646** | **5 195** | **(1 509)** | **30 428** |
| Charges d'exploitation hors FRU | (8 337) | (2 520) | (1 612) | (2 153) | (1 371) | (3 039) | (911) | (19 944) |
| FRU | (38) | (19) | (10) | (2) | (13) | (148) | (52) | (282) |
| **Résultat brut d'exploitation** | **5 252** | **578** | **988** | **2 585** | **1 262** | **2 008** | **(2 472)** | **10 201** |
| Coût du risque de crédit | (619) | (182) | (458) | (9) | (558) | (457) | (28) | (2 312) |
| Coût du risque juridique | - | - | - | - | - | (100) | - | (100) |
| Sociétés mises en équivalence | 6 | - | - | 28 | 207 | 211 | 46 | 499 |
| Gains ou pertes nets sur autres actifs | 27 | 1 | (0) | 2 | (2) | 1 | (54) | (25) |
| Variation de valeur des écarts d'acquisition | - | - | - | - | - | - | (540) | (540) |
| **Résultat avant impôt** | **4 666** | **397** | **529** | **2 606** | **910** | **1 663** | **(3 048)** | **7 723** |
| Impôts | (1 877) | (110) | (165) | (772) | (210) | (372) | 923 | (2 582) |
| Rés. net des activités abandonnées | - | - | (3) | 23 | - | 11 | 0 | 31 |
| **Résultat net** | **2 789** | **287** | **361** | **1 857** | **701** | **1 302** | **(2 125)** | **5 172** |
| Intérêts minoritaires | (1) | (0) | (83) | (157) | (91) | (18) | 3 | (347) |
| **Résultat net part du Groupe** | **2 789** | **287** | **278** | **1 700** | **610** | **1 284** | **(2 122)** | **4 825** |

*GEA : Gestion de l'épargne et Assurances ; BP : Banque de proximité (BPF : France, BPI : internationale) ; SFS : Services financiers spécialisés ; GC : Grandes clientèles ; AHM : Activités hors métiers*

# Annexe 6 – Méthodes de calcul des données par action

## Table 15. Crédit Agricole S.A. – Calcul du bénéfice par action, de l'actif net et de l'actif net tangible par action

| (en m€) | | T4-17 | T4-16 | 2017 | 2016 |
|---|---|---|---|---|---|
| Résultat net part du Groupe | | 387 | 291 | 3 649 | 3 541 |
| - Intérêts bruts d'impôt sur AT1 y compris frais d'émission | | (125) | (136) | (454) | (474) |
| Résultat net part du Groupe attribuable aux actions ordinaires | **[A]** | **262** | **155** | **3 194** | **3 067** |
| Nombre d'actions moyen, hors titres d'auto-contrôle (en millions) | **[B]** | 2 844,0 | 2 736,9 | 2 843,6 | 2 736,9 |
| **Résultat net par action** | **[A]/[B]** | **0,09 €** | **0,06 €** | **1,12 €** | **1,12 €** |
| **Résultat net sous-jacent part du Groupe** | | **878** | **958** | **3 925** | **3 190** |
| **Résultat net sous-jacent part du Groupe attribuable aux porteurs d'actions ordinaires** | **[C]** | **752** | **822** | **3 471** | **2 716** |
| **Résultat net sous-jacent par action** | **[C]/[B]** | **0,26€** | **0,30 €** | **1,22 €** | **0,99 €** |

| (en m€) | | 31/12/2017 | 31/12/2016 |
|---|---|---|---|
| Capitaux propres - part du Groupe | | 58 361 | 58 277 |
| - Emissions AT1 | | (5 011) | (5 011) |
| - Réserves latentes AFS - part du Groupe | | (3 500) | (3 779) |
| - Projet distribution de dividende sur résultat annuel* | | (1 792) | (1 716) |
| **Actif net comptable non réévalué attribuable aux actions ordinaires** | **[D]** | **48 059** | **47 771** |
| - Écarts d'acquisition & incorporels** - part du Groupe | | (17 672) | (15 479) |
| **Actif net tangible non réévalué attribuable aux actions ordinaires** | **[E]** | **30 387** | **32 292** |
| Nombre d'actions, hors titres d'auto-contrôle (fin de période) | [F] | 2 844,0 | 2 843,3 |
| **Actif net par action, après déduction du dividende à verser (€)** | **[D]/[F]** | **16,9 €** | **16,8 €** |
| **+ Dividende à verser au titre de l'exercice (€)** | **[H]** | **0,63 €** | **0,60 €** |
| **Actif net par action, dividende inclus (€)** | | **17,5 €** | **17,4 €** |
| **Actif net tangible par action, après déduction du dividende à verser (€)** | **[G] = [E]/[F]** | **10,7 €** | **11,4 €** |
| **Actif net tangible par action, dividende à verser inclus (€)** | **[G]+[H]** | **11,3 €** | **12,0 €** |

* dividende proposé par le Conseil d'administration et en attente de versement
** y compris les écarts d'acquisition dans les participations ne donnant pas le contrôle

| (en m€) | | 2017 | 2016 |
|---|---|---|---|
| Résultat net part du Groupe attribuable aux actions ordinaires | [H] | 3 194 | 3 067 |
| Actif net tangible moyen non réévalué attribuable aux actions ordinaires*** | [J] | 31 184 | 31 054 |
| **RoTE publié** | **[H]/[J]** | **10,2%** | **9,9%** |
| RNPG sous-jacent attribuable aux porteurs d'actions ordinaires | [I] | 3 471 | 2 716 |
| **ROTE sous-jacent (%)** | **[I]/[J]** | **11,1%** | **8,7%** |

*** y compris hypothèse de distribution du résultat en cours de formation

*A noter : augmentation des écarts d'acquisition liée à l'intégration de Pioneer Investments (goodwill de Pioneer : 2 522 m€)*

# Agenda financier

- 4 avril 2018 Assemblée spéciale des ayants droit au dividende majoré
- 15 mai 2018 Publication des résultats du premier trimestre 2018
- 16 mai 2018 Assemblée générale à Paris
- 3 août 2018 Publication des résultats du deuxième trimestre et du premier semestre 2018
- 7 novembre 2018 Publication des résultats du troisième trimestre 2018

# Contacts


### CONTACTS PRESSE CREDIT AGRICOLE

| | | |
|---|---|---|
| Charlotte de Chavagnac | + 33 1 57 72 11 17 | charlotte.dechavagnac@credit-agricole-sa.fr |
| Olivier Tassain | + 33 1 43 23 25 41 | olivier.tassain@credit-agricole-sa.fr |
| Caroline de Cassagne | + 33 1 49 53 39 72 | Caroline.decassagne@ca-fnca.fr |

### CONTACTS RELATIONS INVESTISSEURS CREDIT AGRICOLE S.A

| | | |
|---|---|---|
| Investisseurs institutionnels | + 33 1 43 23 04 31 | investor.relations@credit-agricole-sa.fr |
| Actionnaires individuels | + 33 800 000 777 (numéro vert France uniquement) | credit-agricole-sa@relations-actionnaires.com |
| Cyril Meilland, CFA | + 33 1 43 23 53 82 | cyril.meilland@credit-agricole-sa.fr |
| Letteria Barbaro-Bour | + 33 1 43 23 48 33 | letteria.barbaro-bour@credit-agricole-sa.fr |
| Oriane Cante | + 33 1 43 23 03 07 | oriane.cante@credit-agricole-sa.fr |
| Emilie Gasnier | + 33 1 43 23 15 67 | emilie.gasnier@credit-agricole-sa.fr |
| Fabienne Heureux | + 33 1 43 23 06 38 | fabienne.heureux@credit-agricole-sa.fr |
| Vincent Liscia | + 33 1 57 72 38 48 | vincent.liscia@credit-agricole-sa.fr |
| Annabelle Wiriath | +.33.1.43.23.55.52 | annabelle.wiriath@credit-agricole-sa.fr |


Tous nos communiqués de presse sur : www.credit-agricole.com – www.creditagricole.info

Crédit_Agricole Groupe Crédit Agricole créditagricole_sa